



WOXX

déi aner wochenzeitung
l'autre hebdomadaire

1729/23
ISSN 2354-4597
2.50 €
31.03.2023



La stratégie du chaos

Face à la contestation contre la réforme des retraites en France, Emmanuel Macron fait le choix de la violence pour tenter de discréditer le mouvement social. En réalité, le président est totalement isolé, et cet épisode marque déjà l'échec de son quinquennat.

Regards p. 6



EDITO

L'étatisation libérale p. 2

Selon le gouvernement, la moindre asbl qui se finance majoritairement par des subsides publics est soumise à l'e-facturation. Avec des conséquences souvent burlesques.

NEWS

Proteste gegen Gas S. 3

Die Klimabewegung mobilisiert gegen vermeintlich sauberes Erdgas und mehr LNG: Massive Proteste begleiteten die europäische Gaskonferenz in Wien.

REGARDS

Stimmenfang via Hashtag S. 4

Social-Media-Präsenz ist aus der Politik kaum noch wegzudenken. Am Mittwoch hatte die C²DH zu einer Table-ronde über dieses komplexe Thema eingeladen.



5 453000 211009

0 1 7 2 9

EDITORIAL

FACTURATION ÉLECTRONIQUE

Ça se complique

Richard Graf

Selon le ministère de la Digitalisation, toute asbl financée majoritairement par l'État tombe sous la législation des « pouvoirs adjudicateurs » et serait donc obligée de n'accepter dorénavant que des factures électroniques. Une absurdité qui se base sur une lecture très étroite, mais pas nécessairement juste d'une loi passée quasi inaperçue.

Le mois de mars 2023 restera certainement gravé dans les annales de la société civile luxembourgeoise. Au stress habituel des clôtures de comptes, des remises de rapports aux bailleurs de fonds et de la tenue des assemblées générales subséquentes s'est ajouté cette année un cadeau de l'État plus qu'empoisonné : la facturation électronique, ou e-facturation, obligatoire depuis le 18 mars.

Surprise ? Pas exactement, car la loi qui définit les dispositions de l'e-facturation a été votée depuis un moment, le 2 décembre 2021 plus précisément, et ceci à l'unanimité des députés. Mais il est vrai que ce vote s'est fait d'une façon plus que discrète. Il apparaît maintenant que le législateur et probablement aussi l'auteur du texte n'étaient pas conscients que les dispositions d'une loi qui oblige les « pouvoirs adjudicateurs » à n'accepter à l'avenir que des factures électroniques – de surcroît sous un format et via un réseau de validation spécifiques – allaient obliger la moindre asbl dont les ressources proviennent en majorité de deniers publics à se plier au même exercice. Du moins, les documents parlementaires sur lesquels se basaient les débats ne faisaient à aucun moment état d'une telle possibilité.

Les discours à la chambre allaient tous dans le même sens : la digitalisation de la facturation entre acteurs économiques est une phase importante sur la voie de la digitalisation de l'économie en général. Comme une première loi de 2018 s'était avérée inefficace, il fallait marquer le pas et forcer au moins l'État et les acteurs publics à n'accepter que des factures remises électroniquement. Ce ne serait que dans une seconde phase et via une autre loi que la facturation entre les acteurs économiques privés – le business-to-business – serait imposée. Dans un avenir encore plus éloigné, elle le serait éventuellement à toute activité économique.

La société civile, à travers notamment ses nombreuses asbl, était certes avertie qu'il faudrait dorénavant s'organiser pour envoyer ses factures électroniquement à l'État. Mais ce n'est que depuis la tenue d'un webinaire une semaine avant la date fatidique que les associations, du moins de la sphère



Le ministre libéral délégué à la Digitalisation, ici lors du « Symposium pour une transition réussie vers la facturation électronique » fin février 2023, devra bien un jour expliquer sa définition de la société civile.

culturelle, ont appris que celles d'entre elles qui dépendent majoritairement de financements publics sont elles-mêmes considérées comme acteurs publics.

Le bon sens d'une classe politique qui se ressaisit d'une erreur de parcours fait défaut.

En effet, ce n'est pas la loi de décembre 2021 qui précise ce qu'on doit comprendre sous « pouvoir adjudicateur public ». Ce concept imprononçable pourrait paraître à la première lecture comme émanant d'une nomenclature juridique parfaitement évidente à tous les acteurs concernés. Personne ne s'est donc donné vraiment la peine d'en retracer la définition. Il faut effectivement rechercher dans les textes antérieurs pour savoir que ce concept plus général comprend aussi les « organismes de droit public », c'est-à-dire « tout organisme présentant toutes les caractéristiques suivantes : (i) il a été créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial ; (ii) il est doté de la personnalité juridique ; et (iii) soit il est financé majoritairement par l'État, les communes ou par d'autres organismes de droit public, soit sa gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit son organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'État, les communes ou d'autres organismes de droit public ».

Selon l'interprétation du ministère de la Digitalisation, une asbl active dans

des domaines d'intérêt général et financée à plus de 50 pour cent par l'État tombe sous cette définition. Elle devient donc un acteur public comme tout ministère, toute administration ou tout établissement public. Il existe certes des asbl créées « pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général » par l'État ou les communes dont l'un comme les autres gardent le contrôle. Mais cette interprétation est élargie à toute sorte d'asbl actuellement cofinancée majoritairement par l'État, même si son origine et ses organes de décision se trouvent complètement séparés de la sphère publique. Que l'État soutienne largement certains des projets et programmes réalisés par ces associations n'en fait pas des acteurs complètement sous sa tutelle. Beaucoup d'entre elles gardent même des activités à part, parfaitement étrangères aux conventions qui les lient avec l'État.

Actuellement, des lettres, des avis juridiques et des contre-avis s'échangent entre certains des acteurs de la société civile et le ministère de la Digitalisation. Les différents ministères de tutelle qui ont des conventions avec ces asbl rappelés à l'ordre se taisent pour l'instant. On attend plutôt de savoir qui va gagner cette lutte aux allures purement juridiques, alors que le bon sens d'une classe politique qui se ressaisit d'une erreur de parcours fait défaut.

Si rien ne change, bientôt, le vendeur de glaces envahi par des gosses en fin de sortie collective d'un foyer de jour devra se doter de tout un appareillage digital avant de pouvoir servir les douceurs tellement prisées... les moniteurs-trices employé-es par l'asbl qui gère l'institution en question étant obligé-es de solliciter d'abord l'établissement d'une facture électronique.

NEWS

Europäische Gaskonferenz:
„Zu welchem Preis?“ **S. 3**

REGARDS

Politiker*innen auf Social Media:
Zwischen Likes und Dick Pics **S. 4**
Retraites en France : Macron le boutefeux **p. 6**
L'aide humanitaire médicale :
À travers la lorgnette d'un médecin **p. 8**
Bankenpleite in den USA:
Kulturkampf im Finanzsektor **S. 10**
Im Kino: Dalva **S. 12**
Künstliche Intelligenz: Der Computer,
ein Künstler? **S. 13**
Lettre ouverte : Le droit d'auteur,
ce grand méconnu **p. 14**
Anastasia Chaguidouline: „Ich will,
dass der Cercle inklusiver wird“ **S. 16**

AGENDA

Wat ass lass? **S. 18**
Expo **S. 21**
Kino **S. 21**

Coverfoto: Fabien Grasser



Im März gestaltet der Fotograf Arnoldas Kubilius die Rückseite der woxx. Das Interview zur Serie, erschienen in der woxx 1725, ist online unter woxx.eu/backkubilius nachzulesen.

AKTUELL

EUROPÄISCHE GASKONFERENZ

„Zu welchem Preis?“

Joël Adami

Die Abkehr von russischem Erdgas bedeutet nicht, dass der fossile Energieträger aus der Mode kommt. Vielmehr trifft sich die Industrie jedes Jahr in Wien, um den Ausbau der Gas-Infrastruktur zu planen. Doch auch die Proteste dagegen werden lauter.

Auf einem wackeligen Handyvideo ist zu sehen, wie eine Frau in Abendgarderobe von Bodyguards aus einem prunkvollen Saal geführt wird. Es ist eine Aktivistin, die das Galadinner der Europäischen Gaskonferenz unterwandert hat. Sie ruft den anwesenden Lobbyist*innen und Industrievertreter*innen zu: „Während ihr Milliardenverträge mit der Europäischen Kommission aushandelt und uns in eine katastrophale fossile Zukunft führt, können es sich andere Menschen nicht mehr leisten, ihre Wohnung zu heizen und ihre Familie zu ernähren! Ihr macht euch die Taschen voll, aber zu welchem Preis?“

Vom 27. bis 29. März fand in Wien die 16. Europäische Gaskonferenz statt. Es handelte sich nicht um eine wissenschaftliche Fachkonferenz oder ein politisches Treffen. Die Gaskonferenz ist eine jährlich stattfindende Veranstaltung, bei der sich vor allem Vertreter*innen großer, fossiler Energiekonzerne treffen: Shell, BP, RWE, Vattenfall, Total, EDF, Eni – und natürlich die österreichische OMV, die als Co-Gastgeber auftrat. Pikanterweise waren zu dem Treffen auch hochrangige Beamte der Europäischen Kommission als Gäste geladen. Neben Vorträgen und Diskussionspanels weist die Website der Konferenz auch darauf hin, dass in ihrem Rahmen über 100 „private Treffen“ stattfinden. Im Subtext heißt das: Ein fruchtbarer Boden für Hinterzimmerdeals.

Dieses Jahr sollte die Gaskonferenz jedoch nicht ruhig und abgeschieden von der Öffentlichkeit verlaufen, wie das in den Vorjahren der Fall war. Im Vorfeld hatte das Bündnis „BlockGas“, das aus zivilgesellschaftlichen Organisationen aus ganz Europa besteht, zum Protest aufgerufen. Am vorigen Wochenende wurde eine Gegenkonferenz organisiert, auf der über Themen wie Klimakrise, gesteigerte Energie- und Lebensmittelkosten, Neo-Kolonialismus durch Wasserstoffprojekte in Afrika und Enteignung von Energiekonzernen diskutiert wurde.

Die Aktivist*innen beschränkten ihre Aktionen aber nicht auf das Galadinner. Am vergangenen Montag

blockierten sie Straßen in der Nähe des Luxushotels, in dem die Konferenz stattfand. Die österreichische Polizei reagierte mit Schlagstöcken, Hundestaffeln und Pfefferspray. Auf Videos ist zu sehen, dass Pfefferspray gegen eingekesselte Aktivist*innen, die folglich nicht ausweichen konnten, eingesetzt wurde. Die Menschenrechtsorganisation Amnesty International kritisiert das Vorgehen der Polizei scharf.

Grüner Brunnen, besetzte Raffinerie

Neben Straßenblockaden gab es auch viele andere Protestformen: So färbten Aktivist*innen den Donaukanal, der durch das Stadtzentrum fließt, und mehrere Brunnen mit grüner, abbaubarer Farbe, um auf die Gaskonferenz hinzuweisen. Greenpeace-Aktivist*innen kletterten auf das Hotel, in dem die Konferenz stattfand und entrollten dort ein Banner mit der Aufschrift „Stop Gas Crimes“. Am Dienstagmorgen blockierten andere Klimaschützer*innen die Zufahrt zum Privatjet-Terminal des Wiener Flughafens. Zeitgleich gab es eine Protestaktion an der nahegelegenen OMV-Erdölraffinerie in Schwechat. Am Nachmittag besetzten Aktivist*innen der Initiative „Zwangsräumungen verhindern“ symbolisch ein Haus, um auf die steigenden Mieten und Energiekosten hinzuweisen – und darauf, dass die Energiekonzerne von den gestiegenen Preisen enorm profitiert haben und Geld damit verdienen, die Klimakrise weiter zu befeuern.

Wie groß die Mobilisierung war, zeigte sich am Dienstagabend: Mit etwa 5.000 Menschen war die Demonstration, die den Abschluss der Proteste markierte, zwar nicht riesig, aber dennoch ein deutliches Zeichen dafür, dass Energiekonzerne sich in Zukunft nicht mehr im sprichwörtlichen „stillen Kämmerlein“ treffen können, um neue Gaspipelines oder Flüssiggasterminals zu besprechen. Zumindest nicht, ohne durch massive Proteste gestört zu werden. Verena Gradinger, die Sprecherin von BlockGas, wurde dazu in einer Pressemitteilung zitiert: „Wir alle – Nutzer*innen, Beschäftigte und Betroffene – müssen über die Zukunft unserer Energieversorgung entscheiden, nicht Konzerne und Lobbys.“

SHORT NEWS

Tous-tes contre l'accord Mercosur ?

(lm) – Négociations secrètes autour de la relance de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur ? C'est ce que le collectif français Stop CETA-Mercosur dénonçait il y a deux semaines (woxx 1727). Entre-temps, le document secret, supposé apporter une amélioration par rapport à l'accord négocié avant 2019, a fuité, et les ONG l'ont analysé. Leurs critiques de l'accord portent sur les aspects environnementaux, les droits humains et l'impact sur l'agriculture – et le document en question (intitulé « Joint Instrument ») est supposé répondre à de telles inquiétudes. Or, constate une première analyse de l'économiste Maxime Combes, il s'agit d'un instrument pour « désarmer les critiques », mais qui « ne crée aucune obligation nouvelle ni aucun mécanisme ayant une force exécutoire » et laisse le volet agricole inchangé. Stop CETA-Mercosur incarne un rejet radical de cet accord, « désastre pour l'environnement et les droits humains », mais n'est pas seul à s'opposer à sa relance. Selon le site d'information Euractiv, le secteur agricole européen craint la concurrence de produits alimentaires bon marché élaborés en dehors des standards contraignants de l'UE. La France et l'Autriche ont notamment repris à leur compte ces arguments lors du conseil des ministres du 20 mars. Vienne a élaboré une note expliquant que le résultat de 2019 des négociations avec le Mercosur ne correspondait plus aux standards « modernes » d'accords de libre-échange, et cite en modèle celui de 2022 avec la Nouvelle-Zélande, ainsi que... le CETA (avec le Canada).

Wahlforderungen: Was will der Frauenrat?

(is) – Der Conseil national des femmes de Luxembourg (CNFL) hat diese Woche seine Wahlforderungen präsentiert und sieht Handlungsbedarf in zehn Bereichen, darunter die Reform der Pensionsversicherung und die Ausrichtung der Kommunalpolitik. Über die letzten Reformen der Pensionsversicherung ist der CNFL „extrem enttäuscht“ und plädiert beispielsweise für die obligatorische Versicherung aller, die ihre bezahlte Tätigkeit unterbrechen oder reduzieren müssen. Der CNFL verweist auf Zahlen von Eurostat aus dem Jahr 2019, nach dem die geschlechtsspezifischen Rentenunterschiede in Luxemburg 44 Prozent betragen und somit in der Europäischen Union am höchsten waren. Ums Geld geht es dem CNFL dann auch bei der kommunalen Gleichstellungspolitik. Im Laufe der Jahre sei der Kompetenzbereich der Gleichstellungsbüros um weitere Formen der Diskriminierung erweitert worden, ohne ihre finanziellen Mittel aufzustocken – zum Nachteil des Aspekts der Geschlechtergerechtigkeit. Der Rat setzt sich für die Beibehaltung der Büros ein, die sich explizit mit Geschlechterfragen beschäftigen. Synergien seien wichtig, jedoch müssten die Abteilungen über die nötigen Mittel und einen klaren Aktionsplan verfügen, um alle Aufgaben adäquat zu erfüllen. Auf nationaler Ebene tritt das CNFL außerdem für die Einführung einer parlamentarischen Kommission ausschließlich zu Gleichstellungsthemen ein, denn zur Zeit fallen diese unter die Kommission für Innenpolitik.

Klares Zeichen gegen Homofeindlichkeit

(tj) – Die Front gegen die Anti-LGBTIQ-Politik des ungarischen Präsidenten Viktor Orbán wird zunehmend stärker: Am 21. März schloss sich nun auch der Rechtsausschuss des EU-Parlaments dem Vertragsverletzungsverfahren gegen Ungarn an. Dieses war im Juli 2021 von der EU-Kommission eingeleitet worden. Der Grund: Ungarn verbietet per Gesetz die Verbreitung homosexueller Inhalte an Schulen und in den Medien, die sich an Menschen unter 18 Jahren richten oder diese erreichen könnten. Die rechtspopulistische Regierung argumentiert, mit diesem Gesetz Kinder vor Pädophilen schützen zu wollen. Pierre Karleskind (Renew Europe), Vizepräsident der LGBTI Intergroup und Mitglied im Rechtsausschuss kommentierte die historische Entscheidung des EU-Parlaments in einem Pressestatement unter anderem mit den Worten: „Not only does it show our institution's unwavering support for the values on which the European Union is founded, but is also a clear message to national leaders: if you attack the values, you will find the European Parliament in your path“. In den vergangenen Monaten hatten sich mehrere Länder dem Verfahren gegen Ungarn angeschlossen, so etwa Irland, Portugal, Dänemark, Malta, Belgien, die Niederlande, Spanien und Österreich. Auch Luxemburg zieht mit. „The EU is a project of peace, it is a project of tolerance and it is not a project of hatred, of division. It's necessary to remind certain countries from time to time (...) — which is why we're doing this lawsuit with other institutions and countries“, wurde Premierminister Xavier Bettel am 23. März auf dem Nachrichtenportal Politico zitiert.

THEMA

REGARDS

POLITIKER*INNEN AUF SOCIAL MEDIA

Zwischen Likes und Dick Pics

Tessie Jakobs

Für die meisten Politiker*innen ist es heute Alltag, in den Sozialen Medien zu posten, zu liken und zu kommentieren. Über die Vor- und Nachteile scheiden sich die Geister.

Es hätte eine sachliche Diskussion über die politische Arbeit auf Social Media werden können, doch der Wahlkampf funkte gehörig dazwischen: Bei einem von der C²DH und dem Alumni-Netzwerk der Uni Luxemburg organisierten Rundtischgespräch kam es am Mittwoch mehrfach zu einem Schlagabtausch zwischen CSV und Piratenpartei.

Anstoß für das argumentative Ping-Pong war die Aussage von Clara Moraru, beigestellte Generalsekretärin der CSV, als Partei verstärkt auf Social Media zu setzen, weil das journalistische Interesse gegenüber Pressekon-

ferenzen der Oppositionsparteien deutlich geringer sei als gegenüber jenen der Regierungsparteien. Wer wolle, dass die Presse sich für die eigene Arbeit interessiere, so Sven Clements schnippische Reaktion, der müsse auch interessante Inhalte liefern. „Je le trouve très dangereux de dire ‘on est sur les réseaux sociaux pour remplacer la presse, on fait du top-down, on engage une agence de communication pour s’occuper de notre présence sur les réseaux sociaux’.“

Zum Glück verlief nicht das gesamte Rundtischgespräch auf diesem Niveau. Die nötige Objektivität lieferten vor allem die an der Université de Lorraine lehrende Politikwissenschaftlerin Fabienne Greffet und der Luxemburger Medienforscher Raphael Kies. Doch auch ihre Interventionen blieben oberflächlich, was vor allem der Kürze des Events – es war von 12:15 Uhr bis 13:45 Uhr angesetzt – geschuldet war.

Mit ihrem theoretischen Umriss gab Greffet einen Vorgeschmack auf die vielfältigen und komplexen Aspekte, die in dieser kurzen Zeit diskutiert werden sollten. Sie nannte zunächst Zahlen: Laut Eurostat benutzen 58 Prozent der in Europa lebenden Menschen die Sozialen Medien, in Luxemburg sind es 62 Prozent. Zur politischen Kommunikation zählte die Wissenschaftlerin sowohl die Aktivität von Parteien und Politiker*innen als auch die Beteiligung der Zivilbevölkerung am politischen Diskurs.

Die Forscherin hob hervor, dass die Social-Media-Nutzung von Politiker*innen den politischen Diskurs stark beeinflussen könne. So hätten Donald Trumps Tweets zwar letztlich zu einer temporären Kontensperrung geführt, zwischenzeitlich

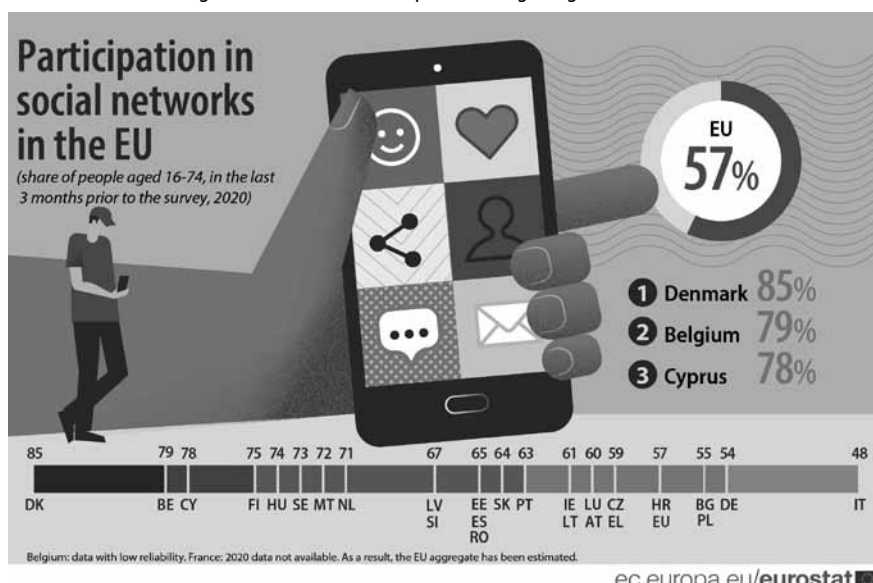
habe er durch sie jedoch eine weitaus höhere Zahl an Rezipient*innen erreichen können, als es ihm andernfalls möglich gewesen wäre.

Greffet sprach zudem über die Desillusionierung, die sich in den letzten Jahren den Sozialen Medien gegenüber eingestellt habe: War vor einigen Jahren noch die Vorstellung verbreitet, dass sie sich positiv auf die Demokratie auswirken könnten, so stelle man zunehmend eine Brutalisierung der Debatte, eine Verfestigung von Ungleichheiten und die Zunahme von Fake News fest. Sie wies darauf hin, dass die Wirkung Sozialer Medien auf das politische Verhalten kaum messbar sei. Was man aber wisse: „Ça n’a pas d’effets sur la participation, ça c’est sûr: En Europe il y a de plus en plus de médias sociaux, mais il y a de moins en moins de participation, donc c’est sûr que ce n’est pas cela qui fait la participation électorale“. Was man zudem festgestellt habe, sei eine Korrelation zwischen Social-Media-Nutzung und politischem Engagement: Wer viel auf Twitter oder Instagram unterwegs ist, wird mit höherer Wahrscheinlichkeit irgendwann in die Politik einsteigen.

Twittern für seine Marke

Für Sven Clement liegen die Vorteile der Sozialen Medien für die politische Arbeit auf der Hand. Dazu zählen für ihn vor allem der Ideenaustausch und die Möglichkeit, sich die Anliegen der Zivilbevölkerung anzuhören. Ein Tweet, so die Einschätzung des Abgeordneten, sei zudem stets ungefilterter als ein Auftritt auf einer Pressekonferenz oder in einem Wahlspot. Djuna Bernard von Déi Gréng ihrerseits un-

Seit 2020 ist die Nutzung von Social Media in Europa weiter angestiegen.



Nicht jede Plattform passt zu jedem* jeder Politiker*in.



CC0.10 BY MOHAMED HASSAN / PXXHERE

terstrich am Mittwoch den Vorteil, auf Social Media Menschen erreichen zu können, die eher weniger auf die traditionellen Medien zurückgriffen.

Im Laufe der Veranstaltung fiel immer wieder das Wort „Marke“. Es ging dabei einerseits um die Persönlichkeit, die Social-Media-User*innen für sich erschaffen, andererseits aber auch darum, dass Politiker*innen mit ihren Posts, Likes und Kommentaren immer auch für die Positionen ihrer Partei werben. Clement merkte in diesem Zusammenhang an, dass auch der Social-Media-Auftritt nie völlig ungefiltert sei, immerhin stelle man sich selbst in einem möglichst positiven Licht dar.

Die Wähler*innen, fügte Bernard hinzu, wünschten sich zunehmend, „den Menschen hinter dem Politiker zu sehen“. Das sei vor allem auf unser Wahlsystem zurückzuführen, das sehr viel stärker auf Individuen als auf Parteien ausgerichtet sei. Es reiche demnach nicht, auf den eigenen Accounts die politische Vision zu vertreten: Persönliche Inhalte seien mindestens genauso wichtig. Damit gehe ein Balanceakt einher, der „pas du tout évident“ sei. Zum Teil sei man damit erfolgreich, zum Teil ernte man jedoch auch einen „Shitstorm“. „C’est une réalité des médias sociaux qu’on reçoit parfois un retour dur, désagréable, agressif. Des Dick Pics, des menaces de mort sont une réalité“, erklärte Bernard.

Privat oder professionell

Damit hatten die beiden Abgeordneten einen interessanten Punkt angeschnitten. Tatsächlich stellt sich die Frage, ob Politiker*innen auf Social

Media jemals als Privatperson aktiv sein können. Für Clement ist die Angelegenheit klar: Wenn Politiker*innen auf ihrem öffentlichen Profil posten, täteten sie das stets in ihrer offiziellen Funktion. Wer als Privatperson schreibe, müsse das durch die Nutzung eines privaten Profils deutlich machen.

Obwohl sie im Rahmen der Diskussion mit keinem Wort erwähnt wurde, kam man doch nicht umhin, an DP-Ministerin Corinne Cahen zu denken. Diese hatte am 8. März, also dem Internationalen Frauentag, sowohl auf Facebook als auch auf Instagram wortreich verlautbart, Frauen würden in Luxemburg nicht diskriminiert (woxx 1727). Die Frauendemo setzte sie mit einem „Spaziergang unter Freundinnen“ gleich. Sich für etwas einsetzen sähe anders aus.

Diese Aussagen veröffentlichte Cahen, die als Ministerin unter anderem für die Ressorts Familie, LGBTIQ-Politiken und Integration zuständig ist, sich somit also für die Belange queerer, intergeschlechtlicher, bipoc und trans Frauen einzusetzen hat, auf ihren öffentlichen Kanälen. Also als Politikerin. Dennoch weigerte sie, beziehungsweise ihr Ministerium, sich, die Fragen der woxx zu beantworten. Ihre Partei, die DP, sprach sich in einem Statement der woxx gegenüber zwar für die Wichtigkeit des Frauentags aus, zu einer klaren Distanzierung von den Aussagen der Parteipräsidentin konnte man sich jedoch nicht durchringen.

Mit ihrem Post wandte sich Cahen deutlich von der DP-Linie ab, ohne die Konsequenzen zu ziehen, die sich im Grunde daraus ergaben: Aus der Partei austreten oder sich doch zumindest den Fragen der Journalist*innen zu

stellen. Der Fall ist auch deshalb bemerkenswert, weil die gesamte Debatte darüber fast ausschließlich in den Sozialen Medien geführt wurde.

Theorie und Praxis

Wer aus politischen Gründen auf Social Media unterwegs ist, tut das also nie unabhängig von der Marke, die er oder sie vertritt. Eine Tatsache, die, so Ben Olinger, directeur de création der Werbeagentur Moskito, von vielen luxemburgischen Politiker*innen nur unzureichend berücksichtigt werde. Eigentlich müssten sich Politiker*innen darin schulen lassen, meinte Olinger im Rahmen des Rundtischgesprächs.

Was bei der politischen Kommunikation auf Social Media zu berücksichtigen ist, wurde auch durch die Intervention von Raphael Kies klar. Vor 15 Jahren seien die traditionellen Medien nur noch wenig im Print, dafür umso stärker online konsumiert worden. Mittlerweile sei aber selbst das nicht mehr der Fall: „Les gens ne lisent même plus en ligne les médias traditionnels, mais de plus en plus, surtout les jeunes, s’informent à travers les médias sociaux.“ Eine der Gefahren, die Kies bei der politischen Kommunikation auf Social Media sieht, ist die Kürze und Einfachheit, mit denen Botschaften dort gemeinhin veröffentlicht werden. „Dans une démocratie on devra pouvoir se confronter à différents enjeux. La limite des réseaux sociaux c’est que cette confrontation à différentes opinions est plus difficile.“ Er zeigte sich jedoch zuversichtlich, dass sich viele User*innen diesem Umstand bewusst seien. Was die Regulierung Sozialer Medien angehe,

könne es in seinen Augen zielführend sein, den Nutzer*innen mehr Einfluss auf die Algorithmen zu gewähren, die den Inhalt ihrer Timeline prägen. Eine Möglichkeit bestehe darin, die Nutzer*innen entscheiden zu lassen, ob der Algorithmus ihnen Inhalte vorschlägt, die ihren Präferenzen entsprechen, oder sie vielmehr mit anderen Ansichten konfrontiert.

„Je vois parfois quelques posts problématiques“, so Ben Olingers Eindruck. Je älter Politiker*innen seien, desto eher sei es „cringe“, wenn diese über junge Social-Media-Plattformen kommunizierten. Bevor man sich, sei es als Politiker*in, sei es als Partei, für eine bestimmte Plattform entscheide, müsse man sich im Klaren darüber sein, wie man die spezifischen Tools nutzen wolle und welche Zielgruppe man damit erreichen wolle.

Die Suche nach der geeigneten Plattform oder des passenden Mediums ist, wie Djuna Bernard verdeutlichte, nicht nur eine Altersfrage. Déi Gréng hätten beispielsweise zu Beginn der aktuellen Legislaturperiode ein paar Monate lang einen Podcast betrieben – ohne Erfolg. Aufgrund der niedrigen Zuhörer*innenzahlen habe man sich dafür entschieden, die Produktion einzustellen. Parteien befänden sich, so Bernard, in einem ständigen Trial-and-Error-Prozess. Nicht jede Plattform passe zu jeder Partei.

RETRAITES EN FRANCE

Macron le boutefeu

Fabien Grasser

De crise sociale, le conflit sur la réforme des retraites en France est devenu crise politique et démocratique après le passage en force du gouvernement pour imposer son projet. Face à une contestation qui ne s'essouffle pas, Emmanuel Macron et son gouvernement adoptent la stratégie du chaos et de la violence pour tenter de discréditer le mouvement social.

Des poubelles en feu dans les rues de Metz ! Ce mardi 28 mars, la manifestation contre la réforme des retraites a connu ses premiers incidents dans le chef-lieu mosellan, où quelque 8.000 personnes ont défilé lors de la dixième journée de mobilisation nationale depuis le 19 janvier (voir woxx online). Rien de bien méchant à vrai dire, les pompiers venant facilement à bout du sinistre, sans plus de dommage. Et quand quelque 300 jeunes réunis sous les bannières anarchistes et du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) improvisent, en fin de manifestation, un cortège sauvage dans les rues messines, cela se termine par un face-à-face où les policiers sont copieusement insultés mais restent à distance des manifestant-es. Qui finissent par se disperser d'eux-mêmes.

Ces scènes contrastent pour le moins avec les images des violences qui émaillent les manifestations, organisées quotidiennement et souvent spontanément partout en France, depuis que le gouvernement a choisi, le 16 mars, de passer en force sa réforme en actionnant le controversé article 49.3 de la Constitution. Visiblement, à Metz, préfet et commandement policier ont choisi la stratégie de l'apaisement et de la désescalade dans le maintien de l'ordre. La police est quasi invisible le long des parcours et les rares tensions sont traitées sans débordement. La brutalité n'est donc pas une fatalité, mais bien un choix.

Face à une contestation pacifique et encadrée par les huit principaux syndicats du pays, Emmanuel Macron renoue avec les dérives sécuritaires et

liberticides mises en œuvre contre les Gilets jaunes. Il se pose en défenseur ultime de l'ordre républicain. Mais chaque jour qui passe, le président, sa première ministre et son gouvernement s'emploient à nourrir le brasier de la colère en multipliant mensonges, provocations et insultes contre le plus important mouvement social de ces dernières décennies. Le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, vient ainsi de promettre « d'autres réformes impopulaires mais nécessaires » à venir. Opposition de gauche et syndicats accusent le pouvoir de susciter la violence dans l'espoir de retourner l'opinion publique en sa faveur, de jouer le pourrissement du mouvement ou encore de parier sur un drame pour retirer sa réforme sans donner l'impression de céder sur le fond.

Les opposants sont une « foule haineuse »

« Le maintien de l'ordre est sorti du cadre de l'État de droit : des unités de police interviennent pour tabasser, matraquer, pour faire peur, faire mal aux manifestants, c'est clairement de l'ordre de la répression », soutient Laurent Bigot, interrogé par la web TV Le Média. Cet ancien haut fonctionnaire du corps préfectoral, puis diplomatique, documente les violences policières depuis les Gilets jaunes. Il incrimine directement le président de la République, notamment son intervention télévisée au journal de 13 heures, le 20 mars. Emmanuel Macron y a qualifié les opposant-es à sa réforme de « factieux » après les avoir traité-es de « foule haineuse » quelques jours plus tôt. Le projet de report de l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans est pourtant rejeté par plus de deux tiers des Français-es. Un chiffre qui grimpe désormais à près de 95 % chez les actifs-ives. Cela fait beaucoup de « factieux ».

« La sémantique du président, quand il désigne les factions et les factieux, signifie que les gens dans la rue sont des ennemis. Et que fait-on d'un ennemi ? On l'élimine. Sauf qu'un

manifestant n'est jamais un ennemi. La communication politique nous prépare à la légitimation de cette violence. On a basculé dans un État policier », tranche Laurent Bigot sur le plateau du Média.

Les images souvent choquantes des violences policières à Paris, Bordeaux ou Toulouse tournent en boucle sur les réseaux sociaux et dans certains médias – les grandes chaînes de télé se concentrant davantage sur les feux de poubelles. Ces images sont affligeantes pour les forces de l'ordre, montrant qu'elles agissent souvent en dehors de la légalité. Les violences ont atteint un niveau inédit le samedi 25 mars sur un tout autre sujet, celui de la construction contestée d'une mégabassine à Sainte-Soline, dans l'ouest du pays, où les gendarmes ont tiré plus de 4.000 grenades – une toutes les deux secondes – contre des manifestant-es, dont l'un se trouve aujourd'hui entre la vie et la mort. Parfois les violences touchent aussi les petites villes, très fortement mobilisées dans une suite logique du mouvement des Gilets jaunes, d'abord issu de la « France périphérique ». À Prades, fief méridional de l'ancien premier ministre Jean Castex, des familles défilant pacifiquement avec des enfants en bas âge ont ainsi été gazées par les gendarmes.

Les jeunes veulent défendre la démocratie

L'effet dissuasif de la répression n'est pas garanti et semble au contraire renforcer la colère, singulièrement au moment où les jeunes, sensibles au sujet de la réforme des retraites, entrent massivement dans le mouvement en manifestant et en bloquant les campus universitaires. Leur principal mot d'ordre est cependant la défense de la démocratie après le passage en force législatif. Des organisations comme la Ligue des droits de l'homme ou Amnesty International, la défenseuse des droits ou encore le Conseil de l'Europe condamnent l'« usage disproportionné

de la force ». Et dénoncent une atteinte à la liberté de réunion, l'une des pierres angulaires de toute démocratie. Mais le pouvoir n'en a cure et rejette la faute des violences sur les manifestants et sur La France insoumise (LFI), devenue la cible politique favorite d'un gouvernement qui ne dispose pas de majorité au Parlement. Rien que de très classique en somme, mais l'écran de fumée ne trompe pour l'instant personne : la majorité des Français-es rendent Emmanuel Macron responsable des violences, y compris celles, bien réelles, commises par des manifestant-es. S'ils n'y adhèrent pas nécessairement, les gens comprennent la colère.

L'exaspération est d'autant plus grande que la communication gouvernementale plonge les Français-es dans un univers orwellien. Chaque parole, chaque phrase proférée par le président et son camp pour défendre la réforme est une inversion de la réalité. Il en va ainsi de la nécessité de sauver le régime de retraites de la faillite, contredite par le Conseil d'orientation des retraites (COR), un organisme pourtant rattaché à Matignon. Il en est de même des mesures de justice sociale censément portées par le texte : la promesse d'une retraite minimum de 1.200 euros pour tous s'est évaporée, les mesures en faveur des femmes creuseront en réalité les inégalités, etc. « Le dialogue et la concertation sans précédent avec les partenaires sociaux » brandis par Élisabeth Borne n'ont jamais existé, le gouvernement ayant rompu le contact avec les syndicats le 10 janvier.

Les ministres ont quelquefois reconnu leur duplicité, ce qui ne les empêche pas de camper sur leurs positions, répétant en boucle les mêmes mensonges qu'ils viennent parfois d'avouer... Les vérités alternatives comme stade ultime du « en même temps » macronien.

« Tout ça va mal finir ! », prédit Laurent Bigot, l'ancien haut fonctionnaire déjà cité. L'avertissement est martelé depuis des semaines par les leaders syndicaux qui craignent ne plus tenir

PHOTO : FABIEN GRASSER



Des militants de la CGT manifestent contre la réforme des retraites à Metz, le 28 mars, lors de la dixième journée de mobilisation nationale.

leurs troupes, de plus en plus remon-
tées face à un pouvoir insensible au
mouvement social et populaire auquel
il dénie toute légitimité démocratique.
« La colère est immense », ont pré-
venu en chœur les patrons de la CFDT,
Laurent Berger, et de la CGT, Philippe
Martinez. Ces derniers jours ont vu la
base se radicaliser, reprochant à ses di-
rigeants un manque de fermeté.

La base syndicale se radicalise

« La suite dépendra de la réaction du
gouvernement », nous assurait Dimitri
Norsa, le secrétaire général de la CGT
Moselle, à l'issue de la première ma-
nifestation messine, le 19 janvier der-
nier. « S'il ne bouge pas, ça risque de se
tendre », avait ajouté le syndicaliste. La
prédiction s'est avérée juste, et bien des
Français-es ont aujourd'hui le sentiment
d'un pays dans l'impasse, sinon au bord
du précipice, en raison de l'obstination
irresponsable du président. Celui-ci
reste impassible face aux appels de tous
bords, l'exhortant à apaiser une situa-
tion mettant en péril la paix civile.

Ce 28 mars, à l'issue de la dernière
journée de mobilisation, Elisabeth
Borne a finalement invité les syndicats
au dialogue. L'intersyndicale a accepté.

Mais dès le lendemain, des ministres
ont prévenu qu'il sera hors de ques-
tion de discuter du report à 64 ans, la
mesure d'âge dont le retrait est pour
les syndicats une condition sine qua
non à la reprise des discussions. Le
dialogue de sourds promet de se pour-
suivre, et le coup semble plus tenir de
la manœuvre tactique de la part du
gouvernement que d'une volonté sin-
cère de chercher un compromis.

L'entêtement d'Emmanuel Macron
relève pour les uns du caprice d'un
enfant roi, pour d'autres d'une volonté
idéologique d'imposer un agenda néo-
libéral anachronique. L'un n'empêche
pas l'autre, mais, incontestablement, il
y a une forme de déni face à un pou-
voir qui lui échappe. Ou de tentative
de jouer son va-tout pour le conser-
ver. Il a pour cela chargé sa première
ministre de la mission impossible d'élargir sa majorité. Il envisage aussi
de nouveaux artifices pour faire adop-
ter des lois ou, de façon plus décom-
plexée, de gouverner sans passer par
la loi.

En réalité, le président est isolé en
son palais de l'Élysée, au sens propre
et figuré. Il a annulé la visite du roi
Charles III d'Angleterre, tout comme
ses déplacements programmés dans

l'Hexagone. Politiquement, il ne pour-
ra plus compter sur Les Républicains,
la droite traditionnelle qui a imploré
pendant cet épisode de la réforme
des retraites. Des fissures apparais-
sent dans son propre camp. Des dé-
putés grognent, et son turbulent allié
Édouard Philippe, à la tête d'Horizons,
prend lentement mais sûrement ses
distances. Le maire du Havre et ancien
premier ministre nourrit ses propres
ambitions.

Isolé en son palais de l'Élysée

Par sa gestion maladroite et bru-
tale de la réforme des retraites, le pré-
sident s'est enfoncé lui-même dans
l'impasse et a compromis la suite
de son quinquennat. La réforme est
inoportune par son absence de jus-
tification financière et par le moment
choisi. Elle frappera en premier lieu
les plus modestes et précaires et fait
porter l'effort sur les seul-es salarié-
es. Elle intervient dans un contexte
inflationniste où se gavent sans scru-
pule les entreprises du CAC 40 et
leurs actionnaires, renforçant encore
l'image de « président des riches »
que véhicule Emmanuel Macron. En
2022, les électeurs l'ont privé d'une

grande partie de son pouvoir en refu-
sant de lui accorder une majorité dans
une Assemblée nationale fraction-
née. En s'y accrochant obstinément,
Emmanuel Macron prend le risque
d'une explosion sociale aussi impré-
visible que violente. Mais aussi de dérou-
ler le tapis rouge au Rassemblement
national de Marine Le Pen, à la faveur
d'une dissolution de l'Assemblée na-
tionale de plus en plus inéluctable.

Une dernière sortie pourrait être
ménagée par le Conseil constitu-
tionnel, auquel gouvernement et oppo-
sitions ont soumis le texte de la réforme.
Les Sages rendront leur décision le
14 avril. Avant cela, les syndicats ap-
pellent à une nouvelle journée de
mobilisation nationale le 6 avril, la
onzième depuis janvier. En 1995, c'est
à l'issue de la onzième journée de
contestation que Jacques Chirac avait
retiré sa propre réforme des retraites,
prenant acte de son rejet massif par
les Français-es. Mais l'on sait bien que
si l'histoire bégaie parfois, elle ne re-
passe pas les plats.

INTERVIEW

L'AIDE HUMANITAIRE MÉDICALE

À travers la lorgnette d'un médecin

Propos recueillis par Richard Graf

Jean-Claude Leners, médecin généraliste né en 1954, participe depuis 1989 à des missions d'aide humanitaire médicale organisées par l'association German Doctors basée à Bonn. Sa dernière mission l'a amené aux Philippines, sur l'île de Samar, de fin septembre à mi-novembre 2022. Il explique au woxx l'importance de ce type d'intervention et la motivation à la base d'un engagement de longue durée.

woxx : Pouvez-vous décrire le champ d'intervention de l'aide humanitaire médicale telle que vous la pratiquez ?

Jean-Claude Leners : Selon le Larousse, « humanitaire » désigne quelqu'un qui « s'intéresse au bien de l'humanité, qui cherche à améliorer la condition de l'homme ». En outre, on y précise que l'humanitaire a pris depuis quelques années le sens spécial de « qui concerne les secours d'urgence aux populations en danger ». Le terme médical au sens large comprend l'aide ou le partenariat avec des médecins ainsi qu'avec le personnel d'autres professions de santé. Les organisations non gouvernementales luxembourgeoises actives dans ce domaine sont par définition des asbl ou des fondations qui gèrent souvent de tels projets au grand-duché, avant d'intervenir dans des pays choisis selon leurs propres critères. Leur action se fait en règle générale en concertation avec les autorités locales, dans un but de respect mutuel et de collaboration d'égal à égal. D'après le cercle des ONGD, le Luxembourg compte actuellement quelque 90 organisations, parmi lesquelles une cinquantaine travaillent dans le domaine de la santé et une trentaine dans le domaine de l'urgence et de l'humanitaire.

L'aide médicale d'urgence seule est-elle suffisante ?

Sûrement non, car toutes les missions démontrent une chose : l'aide médi-

cale sans éducation et sans amélioration des conditions de vie reste un leurre pour la population concernée. Je ne peux m'imaginer le succès d'un traitement contre les pathologies de la peau sans amélioration des conditions de vie, c'est-à-dire sans eau propre, sans alimentation suffisante et sans diminution de la promiscuité. J'ai toujours en tête les yeux radieux des enfants de cinq à dix ans assis au sol dans une simple habitation louée par notre organisation, pour y tenir deux ou

trois classes d'instruction élémentaire par jour et les voir manger ensemble un repas – le seul de la journée. Tant pis si les parents qui les emmènent et ne les font pas travailler une ou deux journées par semaine sont motivés par la possibilité de les nourrir gratuitement et suffisamment.

Mais l'urgence médicale peut aussi apparaître dans des régions où l'éducation des plus jeunes est bien en place...

Il est un fait qu'au moins dans des pays comme le Bangladesh et les Philippines, où j'ai souvent fait des missions médicales, le système scolaire est bien structuré. Dans chaque village, même éloigné et accessible seulement en petit bateau, les écoles fonctionnent. Pour ce qui est des collèges et des universités dans ces pays, il est souvent encore très cher d'envoyer son enfant hors du village, voire de le placer en internat pour des semaines et des mois. Les freins à une éducation « supérieure » restent importants et souvent insurmontables. Parfois, il existe la possibilité pour des gens moins fortunés de recevoir des prêts ou des subsides de l'état. En contrepartie, ceux ayant appris par exemple le métier de maître d'école ou de professeur ne doivent pas rembourser cet argent, s'ils s'engagent à enseigner quelque temps dans des zones rurales éloignées.

« Je ne peux m'imaginer le succès d'un traitement contre les pathologies de la peau sans amélioration des conditions de vie, c'est-à-dire sans eau propre, sans alimentation suffisante et sans diminution de la promiscuité. »

Peut-on constater des améliorations concernant l'accès aux soins de santé, du moins pour les régions que vous connaissez ?

On est loin de notre système social où les prestations reçues sont remboursées. Aux Philippines, il n'existe pas de couverture sociale pour toute la population, même si on essaie de faire les accouchements en hôpital ou en centre médical avec une présence professionnelle assurée. En plus, ac-



Aux Philippines, une des aspirations des « German Doctors » est d'aider la population locale à accéder à un meilleur niveau de vie, alors que le revenu mensuel d'une famille de cinq personnes s'élève en moyenne à seulement 60 euros. Jean-Paul Leners, ici à l'œuvre sur l'île de Samar en automne 2022, consacre depuis plus de trente ans une grande partie de ses congés à cette mission.



coucher en structures « étatiques » permet d'obtenir une carte d'identité et de demander plus tard une couverture sociale, comme cela peut être observé avec la population indigène des Mangyans sur l'île de Mindoro. Plus le niveau éducatif est élevé, plus les populations indigènes et autres résidents savent revendiquer leurs droits, ainsi qu'une meilleure protection sociale et médicale.

Quels sont les problèmes de santé que vous rencontrez le plus et lesquels vous paraissent les plus difficiles à gérer ?

Il est évident que nous voyons en consultation plus souvent les mères et leurs enfants que les pères, occupés à travailler dans les champs. Ils ne disposent pour la plupart pas de leurs propres terres, et la moitié de la récolte va directement au propriétaire. Les problèmes dermatologiques sont fréquents : impétigo, abcès ou brûlures ; pathologies du tube digestif ; nausées, vomissements, diarrhées et vers intestinaux par eaux infestées ; infections classiques des poumons et du système urogénital ainsi que toutes formes de tuberculose. La difficulté pour diagnostiquer les malades suspects tuberculeux est de taille : dernièrement, aux Philippines, devant une suspicion évidente et dans un endroit reculé, il ne nous a pas été dans un premier temps possible de prendre et de faire analyser les crachats pour confirmer la tuberculose – avec le test de recherche du bacille de Koch, usuel dans d'autres missions. Les malades ont alors dû se rendre dans un centre de santé déterminé par les autorités locales pour y faire d'abord une radiographie du thorax et ensuite le test des crachats, puis attendre les résultats avant de pouvoir recevoir les médicaments, dispensés directement par les centres étatiques. On comprend bien que nombre de personnes sont incapables de payer ces déplacements. Ce qui nous a amenés à négocier avec les responsables locaux la possibilité de

faire nous-mêmes au moins les tests des crachats. La population plus âgée souffre souvent de maladies chroniques : diabète par exemple, alors que l'insuline est par la force des choses inutilisable là où le réfrigérateur fait défaut. On doit diagnostiquer souvent l'hypertension artérielle et son corollaire, l'accident vasculaire cérébral, ou encore l'épilepsie.

Pouvez-vous nous décrire comment une mission fonctionne concrètement ?

Dans le projet de novembre 2022 aux Philippines, notre équipe était composée d'un-e et parfois deux médecins expatriés pour six semaines de mission, assistés par un-e ou des infirmiers-ières faisant la traduction du waray, la langue locale, vers l'anglais. Une infirmière locale était responsable de la distribution de médicaments, le chauffeur mis à notre disposition était aussi chargé de la logistique. Au sein de notre base, appelée « staff house », une dame gère la cuisine et s'occupait même de notre linge. Nous sommes partis faire des consultations tous les jours dans d'autres localités, une soixantaine en tout. En fonction de la distance à parcourir, nous restions à la base ou bien nous nous déplaçons pendant huit à dix jours vers un autre local, plus proche des consultations à faire. Parfois, l'exiguïté de l'endroit faisait que nous dormions tous à ras le sol pendant notre mission. La douche

dite « de l'éléphant » devient alors une simple question d'habitude : on puise un grand gobelet dans une large baignoire d'eau récoltée en cette saison des pluies et on s'asperge de haut en bas.

Avez-vous rencontré des problèmes sécuritaires ?

Oui, il existe un groupe rebelle, le « New People's Army », actif dans beaucoup de parties des Philippines, qui recourt à la violence pour ses revendications politiques qu'il définit comme marxistes-léninistes. Un jour, nous avons dû changer notre lieu de consultation la veille, vu qu'il y avait une embuscade nocturne entre l'armée régulière et ce groupement armé, avec plusieurs personnes décédées des deux côtés. Pour cette raison, il existe des endroits plus rapprochés des activités des rebelles où il faut demander l'autorisation de faire nos consultations. Mais ce sont les catastrophes naturelles qui représentent un bien plus grand problème pour la population. Les typhons et inondations, et puis, à d'autres moments de l'année, la sécheresse causent d'énormes dégâts. On compte alors de nombreuses victimes humaines. Les autorités ont élaboré depuis quelques années un système d'alerte : tout téléphone mobile activé dans une région avec un risque imminent reçoit six à douze heures à l'avance et à répétition une alerte soit jaune, soit rouge pour un danger important. En ce qui concerne

les habitations, souvent construites avec des matériaux peu solides, il est clair qu'en cas de typhons sévères la population doit se réfugier en un endroit stratégique, choisi et indiqué en de nombreux points du village. Ce lieu est souvent une école ou un autre bâtiment public établi sur une colline.

« Plus le niveau éducatif est élevé, plus les populations indigènes et autres résidents savent revendiquer leurs droits, ainsi qu'une meilleure protection sociale et médicale. »

De quelle manière les actions d'aide humanitaire médicale que vous poursuivez sont-elles incorporées dans un projet plus global ?

Une organisation régionale sur l'île de Samar s'occupe depuis 2007 d'un programme de développement économique local (SSPI) et travaille en vue de la diversification de l'agriculture, pour une agriculture viable et durable, pour la création d'entreprises locales, pour une meilleure utilisation des ressources locales et pour accéder à un revenu minimal régulier. Au sein de cette organisation reconnue par les autorités locales, nous offrons notre aide

INTERVIEW



médicale dans un cadre plus vaste. Il s'agit d'aider la population locale à accéder à un meilleur niveau de vie, sachant que le revenu mensuel d'une famille de cinq personnes est estimé actuellement à seulement 60 euros !

« Une autre motivation réside pour moi dans le fait que la démographie médicale, c'est-à-dire le personnel de santé disponible pour une population définie, est très disparate dans le monde. »

Vous vous engagez depuis plus de trente ans tous les deux ans pour une durée de six semaines dans de tels projets. D'où vient votre motivation, qui doit être très forte ?

Bien entendu, la profession médicale en soi devrait nous faire comprendre la fragilité de la vie, même au Luxembourg. Fragilité dans le sens où, ici ou ailleurs, en l'espace d'un instant la vie ne sera plus la même à cause d'une maladie, d'un accident ou d'une catastrophe naturelle. Mais il existe aussi des situations de vie pénibles depuis la naissance – le fait

pour une personne d'être née « au mauvais endroit » ou dans de « moins bonnes conditions ». Une autre motivation réside pour moi dans le fait que la démographie médicale, c'est-à-dire le personnel de santé disponible pour une population définie, est très disparate dans le monde. Ainsi, le fait de pouvoir dispenser des actes médicaux là où il y a un manque de médecins locaux peut aider au développement des soins pour une population défavorisée. Le vaste champ de la médecine générale, mais aussi gériatrique, peut inciter à participer à des missions médicales à l'étranger et permet de revenir avec des connaissances nouvelles sur des pathologies moins bien connues au Luxembourg. On pourrait citer la tuberculose sous ses formes osseuses ou urogénitales. On donne en expérience professionnelle et on reçoit autant en formation médicale. Enfin, il faut ajouter que l'intérêt pour les autres cultures, les autres religions et les autres langues est aussi une motivation pour s'immerger dans un monde différent, non en s'imposant, mais en restant ouvert de cœur et d'esprit à d'autres aventures.

INTERGLOBAL

BANKENPLEITE IN DEN USA

Kulturkampf im Finanzsektor

Anton Landgraf

Die auf Start-up-Finanzierung spezialisierte „Silicon Valley Bank“ hat die größte Bankenpleite seit der globalen Finanzkrise 2008 hingelegt. Zunächst kam sie unter staatliche Kontrolle, nun hat die „First Citizens Bank“ sie übernommen. Den Republikanern hat die staatliche Bankenrettung eher missfallen, denn sie wollen nicht zuletzt Anzeichen einer ökologischen Wende im Bankensektor bekämpfen.

Das Scheitern der „Silicon Valley Bank“ (SVB) ruft düstere Erinnerungen wach: Die Finanz- und Bankenkrise von 2007/2008 in den USA brachte die globale Wirtschaft fast zum Kollabieren. Anfang März wurden nun Zweifel an der Zahlungsfähigkeit der SVB laut. Daraufhin zogen Kunden hohe Geldsummen ab, die Bank stand kurz vor dem Ruin. Erst nach einer Intervention der US-Bundesregierung, die sämtliche Einlagen garantierte, beruhigte sich die Lage. Mittlerweile sind jedoch weitere Institute von der Krise betroffen. Mitte März wurden die Regionalbanken „Signature“ und „Silvergate Capital“ von den Aufsichtsbehörden geschlossen, weitere kleine Geldhäuser gerieten ins Straucheln. Auch in Europa ist das Bankenbeben mit der Pleite der „Credit Suisse“, einer der weltweit größten Banken, angekommen.

Der prekäre Zustand der SVB wirft derzeit die Frage auf, ob es erneut zu einer globalen Bankenkrise kommen könnte, trotz der ab 2008 eingeführten Regulierungen der Finanzmärkte. Die Antworten von Demokraten und Republikanern fallen dabei höchst unterschiedlich aus. Der Finanzsektor ist in den Fokus eines Kulturkampfes geraten.

So präsentierte Ron DeSantis, der republikanische Gouverneur von Florida, kürzlich eine simple Erklärung für das neuerliche Bankendesaster. Die SVB sei zu sehr mit ihren „woken“ Ideen beschäftigt gewesen. „Ich denke, das lenkt sie wirklich davon ab, sich auf ihre Kernaufgaben zu konzentrieren“, sagte er dem Fernsehsender „Fox News“. Das einflussreiche „Wall Street Journal“ unterstützte diese Ansicht. Dort kritisierte der Kolumnist Andy Kessler die Zusammensetzung des zwölfköpfigen Vorstands der Bank, dem auch eine schwarze Person und fünf Frauen angehören. „Ich behaupte nicht, dass zwölf weiße Männer diesen Schlamassel verhindert hätten, aber das Unternehmen könnte durch die Forderungen nach Vielfalt abgelenkt worden sein“, kommentierte er. Eine nüchternere Ursache nannte hingegen die demokratische Senatorin Elisabeth Warren. „Die Silicon Valley Bank litt unter einer toxischen Mischung aus riskantem Management und schwacher Aufsicht“, analysierte sie in der „New York Times“.

Tatsächlich ist das Scheitern des Finanzinstituts mit Sitz im kalifornischen Santa Clara eng mit seinem fulminanten Aufstieg verbunden. Die SVB wurde 1983 als konventionelle Regionalbank gegründet und baute nebenbei einen Geschäftszweig für Risikokapitalanlagen auf. Gregory Becker, der Leiter des Risikokapitalgeschäfts, übernahm 2008 die Leitung der Bank und entwickelte sie zum wichtigsten Kreditinstitut für Start-ups, IT-Firmen und Krypto-Unternehmen aus dem Silicon Valley.

Das schnelle Wachstum der Bank wurde jedoch durch die nach der Finanz- und Wirtschaftskrise eingeführten Reformen begrenzt. Das

Zur Sicherheit lieber mal das Geld abheben: Kunden warten am 13. März vor einer Filiale der Pleite gegangenen und staatlich geretteten „Silicon Valley Bank“ in Wellesley, Massachusetts.



FOTO: EPA-EFE/CJ GUNTHER

sogenannte Dodd-Frank-Gesetz von 2010 sah vor, systemrelevante Banken mit Einlagen über 50 Milliarden US-Dollar von den Aufsichtsbehörden strenger zu regulieren. Banken wie die SVB kämpften aggressiv gegen diese Bestimmung und forderten, die Einlagengrenze deutlich zu erhöhen. Mit Hilfe der republikanischen Mehrheit in Senat und Abgeordnetenhaus änderte US-Präsident Donald Trump 2018 die Vorschriften erheblich. Nun galten nur noch Institute mit Kapitaleinlagen über 250 Milliarden Dollar als systemrelevant. Daraufhin konnte die SVB ihre Einlagen in wenigen Jahren verfünffachen, so schnell wie kein anderes Kreditinstitut in den USA. Im vergangenen Jahr gehörte sie dort bereits zu den 16 größten Banken.

Dank der Republikaner wurde die nach der Finanzkrise eingeführte Regulierung als systemrelevant geltender Banken wieder erheblich gelockert.

Einen erheblichen Teil der Vermögenswerte legte die Bank vor allem in langfristigen US-Staatsanleihen an, ein lukratives Geschäft, das dauerhafte und risikoarme Rendite versprach. Nachdem die US-Notenbank im vergangenen Jahr sukzessive den Leitzins erhöht hatte, geriet die SVB jedoch in Schieflage. Start-ups gingen insolvent, IT-Unternehmen mussten Mitarbeiter entlassen. Viele SVB-Kunden zogen ihre Vermögenswerte ab, um ihre stei-

genden Kreditkosten zu bedienen und ihr Tagesgeschäft zu finanzieren. Das führte dazu, dass die Bank nicht mehr ausreichend über liquide Mittel verfügte. Um sich aus dieser Lage zu befreien, trennte sich die Bank innerhalb von 24 Stunden von ihren gesamten Schuldtiteln, die jetzt allerdings über 20 Prozent weniger wert waren als noch kurz zuvor, weil aufgrund der steigenden Zinsen die Anleihekurse gefallen waren.

Die Kunden interpretierten die Entscheidung als einen Akt der Verzweiflung und misstrauten der Zahlungsfähigkeit der Bank. Viele Firmen hatten teils Hunderte Millionen US-Dollar in der SVB angelegt – Beträge, die weit über der Grenze der staatlichen Einlagensicherung von 250.000 US-Dollar lagen. Einflussreiche Anleger begannen, eine düstere Warnung zu verbreiten: Sollte die SVB fallieren und ihre Kunden dann nicht entschädigen können, funktioniere bald das gesamte Finanzsystem nicht mehr. Viele andere Banken würden dann ebenfalls scheitern. Quasi über Nacht sicherten die US-Notenbank, „Federal Reserve“ (Fed), der Einlagensicherungsfonds „Federal Deposit Insurance Corporation“ (FDIC) und das Finanzministerium zu, alle Kunden würden ihr Geld erhalten, unabhängig von der Höhe ihrer Einlagen. Ende des Monats übernahm die „First Citizens Bank“ die Vermögenswerte der SVB dann in Form von Einlagen und Krediten. Andere Vermögensbestandteile, vor allem Wertpapiere, bleiben unter der Kontrolle der FDIC.

Konservative Politiker zeigen sich entrüstet über die staatliche Rettung der Bank. Sie sehen darin eine Fortsetzung des Kulturkampfes mit dem liberalen Establishment. „Die Dummköpfe, die die Bank leiten, waren woke

und wären fast pleite gegangen, aber die Demokraten und die Fed sind eingeschritten, um sicherzustellen, dass ihre woken Spender bei der SVB nicht untergehen“, schrieb die republikanische Kongressabgeordnete Marjorie Taylor Greene in einem Tweet.

Viele Republikaner glauben, dass die Investmentbanken die falschen Schlüsse aus der Finanzkrise von 2008 gezogen haben. Damals befand sich die Finanzbranche in einer fundamentalen Legitimationskrise. Millionen Menschen verloren wegen des Missmanagements von Banken ihren Arbeitsplatz, ihr Haus oder ihr Vermögen. In der Folge versuchte die Branche, ihr Image zu verbessern. Bei Investitionsentscheidungen erhielten nun Kriterien wie Umweltschutz, soziale Verantwortlichkeit und gute Unternehmensführung eine hohe Bedeutung.

Die Branche wollte damit signalisieren, dass sie sich nicht nur für die Interessen ihrer Investoren einsetze. Zugleich geben sich Finanzunternehmen überzeugt, dass diese Kriterien angesichts der demographischen Entwicklung und der Klimakrise langfristig auch gut für ihre Geschäfte seien. Die größten Investmentkonzerne der Welt wie „Blackrock“ oder „Vanguard“ legen ihr Geld, auch auf Druck der Anleger, zunehmend in Bereichen an, die mit der Entwicklung sogenannter Zukunftstechnologien zu tun haben.

Die New Yorker Bank „JP Morgan Chase“ lehnte es vor wenigen Jahren ab, weiter in texanische Ölfirmen zu investieren und verkündete 2020 auch, sie wolle „den Klimawandel bekämpfen“. Als Reaktion darauf unterzeichnete der texanische Gouverneur Greg Abbott 2021 ein Gesetz, wonach der Bundesstaat künftig keine Ge-

schäfte mehr mit Finanzunternehmen machen darf, die fossile Brennstoffe „boykottieren“, also ihr Engagement in der Öl- und Gasindustrie verringern wollen.

Mittlerweile haben weitere Bundesstaaten, die konservativ regiert werden, ähnliche Gesetze verabschiedet. Die scharfe Kritik der Republikaner an den Kriterien der Investmentbanken ging zugleich einher mit dem Vorwurf, die Umweltstandards dienten nur als Vorwand, um eine politische Agenda der „liberalen Eliten“ durchzusetzen. Für die Republikaner ist diese Entwicklung mehr als ärgerlich, weil sie sich jahrzehntelang als natürlicher Verbündeter der Finanzindustrie betrachteten.

Nun kommt ihnen das Scheitern der „Silicon Valley Bank“ fast gelegen. Die Bank und ihre auf Diversität und Ökologie Wert legende Kundschaft gelten ihnen geradezu als Inkarnation einer „woken“ Finanzindustrie. Die Republikaner attackieren diese Geschäftsstrategie, auch um von ihrem eigenen Versagen abzulenken. Denn sie waren es, die die Regulierung systemrelevanter Kapitaleinlagen wieder gelockert hatten und damit das Scheitern der „Silicon Valley Bank“ und anderer Institute schließlich erst ermöglichten.

Anton Landgraf arbeitet für Amnesty International Deutschland und ist als freier Publizist tätig.

AVIS

FILM

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : fournitures

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 11/05/2023 Heure : 10:00

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

Intitulé attribué au marché :
Fourniture de mobilier à exécuter dans l'intérêt de la maison de soins à Bascharage.

Description succincte du marché :
Mobilier résidentiel pour l'intérieur
- env. 475 chaises
- env. 268 tables
- env. 23 fauteuils et 14 canapés
Mobilier résidentiel pour l'extérieur
- env. 48 chaises
- env. 24 tables

La durée des fournitures est de 20 jours ouvrables, à débuter en novembre 2023. Les travaux sont adjugés à prix unitaires

SECTION IV : PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Autres informations :

Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 27/03/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300587 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

IM KINO

Dalva

Tessie Jakobs

Mit „Dalva“ liefert Newcomerin Emanuele Nicot ein nuanciertes Porträt eines Opfers inzestuösen Missbrauchs. Der Film sieht zwar von der Darstellung sexualisierter Gewalt ab, neigt aber dennoch zur unnötigen Spektakularisierung.

„Dalva“ beginnt mit einer Schwarzblende. Die Handlung der ersten Szene ist nur zu hören: Durcheinander schreiende Stimmen; vor allem eine Frauen- beziehungsweise Mädchenstimme ist immer wieder deutlich herauszuhören. Was da passiert, müssen sich die Zuschauer*innen anhand der akustischen Informationsfetzen selbst zusammenreimen. Alles deutet darauf hin, dass es sich um einen Polizeieinsatz handelt, bei dem Menschen gegen ihren Willen mitgenommen werden.

In der nächsten Szene sehen wir zum ersten Mal das Gesicht des Mädchens, das wir vorhin nur hören konnten. Sie sitzt auf der Rückbank eines Streifenwagens. Ihre Desorientierung und Frustration sind ihr deutlich anzusehen. Was ebenfalls auffällt: Für ein junges Mädchen ist sie auffallend stark geschminkt. Auch ihre Hochsteckfrisur und ihr Blazer lassen ihr Äußeres wie eine Verkleidung erscheinen.

Der Streifenwagen hält an, ein Mann öffnet dem Mädchen, das, wie wir erfahren, Dalva heißt, die Tür. Sie wird darüber informiert, dass sie vorerst in einer Notstruktur für Kinder und Jugendliche untergebracht werden soll. Als sie das hört, ergreift Dalva die Flucht und kann nur mit Mühe und Not wieder eingefangen werden.

Der Grund, weshalb die Zwölfjährige aus ihrem Zuhause entfernt wurde, kennen zunächst weder die Zuschauer*innen, noch sie selbst. Dalva wurde von ihrem Vater sexuell missbraucht. Über Jahre hinweg zwang er sie zudem in die Rolle einer Art Ehefrau. Dazu gehörte auch, dass Dalva sich täglich wie eine Erwachsene anziehen und schminken musste. Dass dem Mädchen nicht bewusst war, dass ihr Vater durch sein Verhalten

eine Straftat beging, ist unter anderem ihrer Abschottung geschuldet: Dalva wurde zuhause unterrichtet, die Wohnung verließ sie womöglich nie.

Wie der Alltag im Einzelnen aussah, erfahren die Zuschauer*innen nicht. Regisseurin und Drehbuchautorin Emanuele Nicot verzichtet in ihrem Erstlingswerk gänzlich auf Rückblenden. In dem Film, der aus Dalvas Perspektive erzählt ist, kommt deren Vater zwar vor, allerdings nur kurz und mit nur wenigen Dialogzeilen.

Leugnung und Verständnislosigkeit

Wie Emanuele Nicot in einem Interview mit dem französischen Online-Magazin Sens Critique erklärte, gingen dem Verfassen ihres Drehbuchs Besuche in einer entsprechenden Jugendstruktur voraus. „Ce que j'ai pu découvrir et chose à laquelle je m'attendais absolument pas, c'était que c'était des enfants qui étaient encore tous sous l'emprise de leurs parents, et qui souffraient beaucoup plus du fait d'être placés que de ce qu'ils avaient vécu dans leur famille“. Daraus sei ihr Interesse entstanden, ihren Film vor allem den ersten Wochen zu widmen, die Dalva in der Struktur verbringt. „Je voulais transmettre cette violence, qui n'est pas nécessairement là où on l'attend.“

Und so stellt „Dalva“ den schwierigen Prozess dar, den die Protagonistin nach der Verhaftung ihres Vaters durchläuft. Sie hat nie gelernt, mit Männern auf nicht-sexuelle Weise zu interagieren. Das Verhältnis zu ihren Erzieher*innen, Psycholog*innen und den anderen Jugendlichen ist zunächst von Misstrauen geprägt, sie weigert sich, sich an die neue Situation anzupassen.

Obwohl die ernste Thematik immer wieder mit unbeschwerteren Sequenzen aufgelockert wird, ist „Dalva“ keine leichte Kost. Denn selbst wenn die Protagonistin nun zum ersten Mal seit langem altersgerechte Erfahrungen macht – etwa tanzen und mit Gleichaltrigen Wahrheit-oder-Pflicht spielen – so lässt der Film uns in keinem

Moment die traumatische Vergangenheit des Mädchens vergessen. Mal will Dalva ein Kind sein, mal möchte sie als Erwachsene wahrgenommen und behandelt werden. Einerseits fühlt sie sich in ihrer neuen Umgebung zunehmend wohl, andererseits kann sie ihre Vergangenheit aber nicht gänzlich hinter sich lassen. Ihr Verhalten zu verändern, würde immerhin auch bedeuten, ihr bisheriges Selbstverständnis aufzugeben – von der Sicht auf ihren Vater ganz zu schweigen.

Obwohl Nicots Charakterstudie beeindruckend nuanciert ist, raubt ihr Hang zur Spektakularisierung dem Film leider immer wieder die Bodenständigkeit. Die Darstellung der Protagonistin mag zwar auf Nicots Gesprächen mit betroffenen Jugendlichen und deren Psycholog*innen beruhen, doch neigt sie zur Übertreibung. Wie sie etwa Dalvas sexuelles Auftreten Männern gegenüber in Szene setzt, scheint eher auf eine Schockwirkung ausgerichtet zu sein, als darauf, etwas über die Erfahrungen eines Missbrauchsofers wie ihr zu vermitteln.

Auch die Darstellung der Erzieher*innen und Psycholog*innen lässt zu wünschen übrig. Dafür, dass sie Expert*innen in diesem Bereich sein sollen, werden sie erstaunlich inkompetent dargestellt: Den meisten der Gespräche, die sie mit Dalva führen, fehlt es an der nötigen Feinfühligkeit. Vermutlich wollte Nicot damit zum Ausdruck bringen, wie die Protagonistin ihre Erfahrungen einordnet. Leider gelingt es der Filmemacherin nicht, den Unterschied zwischen Dalvas subjektivem Empfinden und den objektiven Tatsachen deutlich zu machen.

Obwohl handwerklich und schauspielerisch beachtlich, hinterlässt „Dalva“ insgesamt einen faden Beigeschmack. Eine weniger dramatisierende Herangehensweise wäre der brisanten Thematik wahrscheinlich würdiger gewesen.



Auch in der Jugendstruktur besteht die zwölfjährige Dalva darauf, sich täglich zu schminken.

© DIAPHANA DISTRIBUTION

MEDIEN

KÜNSTLICHE INTELLIGENZ

Der Computer, ein Künstler?

Joël Adami

Sogenannte Künstliche Intelligenzen, die Bilder und Texte produzieren, sorgen zunehmend für Aufregung. Künstler*innen machen sich Sorge um ihre Zukunft, andere sehen eine glorreiche Demokratisierung von Kunst in greifbarer Nähe. Die woxx erklärt, wie viel von dem Hype gerechtfertigt ist.

Ein Foto von Papst Benedikt in einer weißen Steppjacke sorgte in den letzten Tagen für Aufregung in sozialen Netzwerken. Das Foto war massenhaft verbreitet worden und Bestandteil vieler Memes, die sich über die Kleidungswahl des Kirchenoberhauptes lustig machten. Das Foto ist jedoch nicht echt, sondern stammt aus einem Bildgenerator, der mit sogenannter Künstlicher Intelligenz (KI) arbeitet. Wer genauer hinschaut, sieht die typischen Ungenauigkeiten solcher Bildgeneratoren: Die Hände des Papstes sehen merkwürdig aus, die Kette seines großen silbernen Kreuzes ist nur auf einer Seite vorhanden und auch der Reißverschluss könnte so nicht funktionieren.

Viele Menschen haben das Bild auf den ersten Blick für echt gehalten, noch mehr haben sich Sorgen darüber gemacht, dass demnächst niemand mehr Realität und Fiktion auseinanderhalten könnte. Eine Diskussion, die nicht neu ist, einfache Möglichkeiten der Bildmanipulation gibt es schließlich spätestens seit der Erfindung von Photoshop. Neu ist höchstens, dass einige Stichworte oder ein beschreibender Satz reichen, um ein Bild zu erzeugen.

Die Programme, die auf Namen wie Midjourney, DALL-E, Stable Diffusion oder StarryAI hören, werden von ihren Entwickler*innen und Medien gerne „Künstliche Intelligenzen“ genannt. Diese Bezeichnung ist aber irreführend: Diese Programme haben kein Bewusstsein und verstehen keine Konzepte. Sie sind lediglich sehr gut darin, Bilder zu erstellen. Sie sind von einer „Artificial General Intelligence“, also „Künstlichen generellen Intelligenz“ sehr weit entfernt – falls es überhaupt je möglich sein wird, eine solche zu entwickeln.

Wie die Bildgeneratoren erfreut sich genau auch der Textgenerator ChatGPT hoher Aufmerksamkeit und

Nutzer*innenzahlen. Er kann Fragen beantworten, Programmiercode erstellen, Gedichte erfinden – kurzum: Texte schreiben. Obwohl die Antworten bei Weitem nicht immer korrekt sind und das Programm keinerlei Möglichkeit hat, richtige von falschen Antworten zu unterscheiden, wird auf politischem Plan vor allem darüber geredet, dass ChatGPT Schüler*innen bei den Hausaufgaben helfen könnte. Dass reiche oder gebildete Eltern ihren Kindern ganz ohne „künstliche Intelligenz“-Hilfe anbieten oder kaufen können, wird jedoch eher selten angesprochen.

Künstliches Lernen

Alle diese Generatoren basieren auf Machine Learning. Die Programme werden mit großen Datenmengen „trainiert“ und lernen so, ihre Aufgaben zu erfüllen. Bei ChatGPT liegt diese darin, einen möglichst plausiblen Text zu schreiben, der zu einer Fragestellung passt. Bei Bildgeneratoren ist die Aufgabe ähnlich: Es soll ein möglichst plausibles Bild zu dem eingegebenen Text produziert werden. Das kann allerdings nur auf der Basis jener Daten passieren, mit dem ein Generator gefüttert wurde. ChatGPT kann zum Beispiel keine Informationen über die russische Invasion der Ukraine liefern, da seine Trainingsdaten nur bis 2021 reichen. Die Vorstellung, dass Generatoren ständig das Internet abgrasen, um sich selbst weiterzuentwickeln, ist zwar weitverbreitet, jedoch falsch.

Doch mit welchen Daten werden diese Generatoren trainiert? Das ist eine Frage, die nicht einfach zu beantworten ist, da die Firmen, die sie entwickeln, darüber nicht unbedingt gerne Auskunft geben. Die Entwickler*innen hinter ChatGPT nennen sich zwar „OpenAI“, wollen über die Trainingsdaten ihres neusten Modells jedoch keine Informationen mehr herausgeben. Sicher ist: Die Maschinen wurden mit gigantischen Mengen an Text gefüttert. Der stammte aus Büchern, aus Wikipedia, aber auch von allen möglichen Websites. Dieser Trainingsprozess lief jedoch nicht vollständig automatisch ab, sondern brauchte menschlichen Input: Während des Trainingsprozesses gaben Menschen Feedback über

Ein Bild, das der Bildgenerator Midjourney bei dem Begriff „Midjourney“ ausgespuckt hat. Wer hierin ein Selbstporträt einer künstlichen Intelligenz erkennen will, irrt. Allerdings zeigt das Bild sehr gut den typischen „Stil“ von Midjourney.



ILLUSTRATION: CC-BY-SA CHIKORTA/WIKIMEDIA

die Qualität des Outputs von ChatGPT, was dann wiederum in das Modell einfließt. „Reinforcement learning from human feedback“ nennen es die Entwickler*innen.

OpenAI wollte ebenfalls verhindern, dass ChatGPT problematische Inhalte wie etwa Beschreibungen von Gewalt, Rassismus oder Sexismus ausgibt. Das dafür nötige Labeling von Inhalten wurde an kenianische Arbeiter*innen ausgelagert, wie das Time Magazine aufdeckte. Die Bezahlung, um sich durch die scheußlichsten Texte der Menschheit, etwa detaillierte Darstellungen von Suiziden, Kindesmissbrauch und Vergewaltigungen zu klicken: zwei Dollar pro Stunde.

Welche Trainingsdaten für Bildgeneratoren benutzt werden, wird offener kommuniziert: Die größten und wichtigsten Modelle wie DALL-E und Midjourney benutzen alle Datensets von Laion (Large-scale Artificial Intelligence Open Network), einem deutschen gemeinnützigen Verein. Laion stellt Milliarden Bilder gemeinsam mit beschreibendem Text in verschiedenen Datenset-Versionen zur Verfügung. Die Bilder hat Laion allerdings nicht selbst heruntergeladen, sondern sie aus dem „common crawl“-Projekt extrahiert. Wer genau entscheidet, welche Bild-Text-Paare in das Datenset aufgenommen werden, ist nicht bekannt. Mehrere Künstler*innen, aber auch die Bildagentur Getty Images, haben Klage gegen die Hersteller von Bildgeneratoren eingelegt, da ihre Bilder ohne ihr Einverständnis zum Training verwendet wurden.

Pornos zum Training

Untersuchungen der Laion-Datensets zeigen, dass sich zum Beispiel viele pornografische Darstellungen darin finden. Eine Suche nach dem Wort „big“ bringt nackte Frauen mit großen Brüsten hervor. „Sex ist im Web so prävalent, dass es sogar eine unschuldige Suche wie ‚big‘ dominiert“, schreibt KI-Forscher Mathieu Jacomy in seinem Blogbeitrag zu Laion. Die Entwickler*innen von Bildgeneratoren arbeiten oberflächlich gegen diese Trainingsdaten und verbieten ihren Pro-

dukten zum Beispiel allzu pornografische oder gewaltsame Darstellungen.

Der algorithmische Bias (siehe woxx 1628) scheint dennoch immer wieder durch: Im Dezember 2022 machte die App „Lensa AI“ von sich reden. Nutzer*innen konnten ein Foto von sich machen, die App erstellte dann gezeichnete Comic-Avatare. Doch bei vielen Frauen spuckte der Bildgenerator statt den erhofften „magischen Bildern“ etwas ganz anderes aus: sexualisierte Posen, tiefe Dekolletees, abgeschnittene Köpfe. „Lensa AI macht aus mir eine ‚Wichsvorlage‘“, schrieb die Journalistin Barbara Wimmer vom Onlinemagazin Futurzone darüber.

Auch rassistische Stereotypen werden immer wieder bedient. Ein Nutzer, der beim Generator Midjourney „The Queen as a pimp“ eingab, bekam zwar die englische Königin in dem gewünschten „Zuhälter“-Outfit, doch die Monarchin war nun schwarz. Ein subtileres Phänomen ist die Hegemonisierung: Wer die Bildgeneratoren nach Selfies von verschiedenen Personengruppen fragt, wird mit Bildern konfrontiert, auf denen diese Menschen, von alten Ägypter*innen bis zu französischen Soldaten im ersten Weltkrieg immer ein „typisch amerikanisches“ Lächeln mit weit geöffnetem Mund und vielen Zähnen zeigen. Neben den Trainingsdaten ist aber sicher auch die Feinabstimmung der Generator-Entwickler*innen ein Problem, denn diese haben oft eine Standard-Ästhetik, die beim Zielpublikum besonders gut ankommt.

Über ein anderes Problem wurde bislang wenig gesprochen: Der Energiehunger der Bild- und Textgeneratoren. ChatGPT wurde laut OpenAI mit einem Supercomputer trainiert, der 285.000 Prozessoren und 10.000 Grafikkarten-Chips enthielt. Neben dem Training kostet auch die Erstellung von Bildern Prozessorzeit und damit Energie. Es ist nicht nur eine Frage der Zeit, bis ein Bild des Papstes in Steppjacke produziert wird, das nicht mit etwas Hinsehen als Fälschung entlarvt werden kann – sondern auch, wann die Kosten für die Hersteller von Bildgeneratoren so groß werden, dass sie auf ein rein kommerzielles Geschäftsmodell werden umsatteln müssen.

LETTRE OUVERTE

Le droit d'auteur, ce grand méconnu

Association des artistes plasticiens du Luxembourg

Prenant en compte différents événements ayant récemment occupé l'espace médiatique national et international, l'Association des artistes plasticiens du Luxembourg (AAPL) souhaite à travers cet article s'attarder sur la question des droits d'auteur, ainsi que les implications de ceux-ci sur la profession d'artiste visuel-le.

Les droits d'auteur, ainsi que les droits voisins, sont encore peu connus dans le domaine culturel et artistique. Ce sont, tout d'abord, bien des droits et non un seul et unique droit : les droits moraux protègent le lien privilégié existant entre l'auteur-e et son œuvre, tandis que les droits patrimoniaux visent l'exploitation de celle-ci. Il s'agit de droits non négligeables qui permettent de protéger l'artiste de toutes formes de plagiat et de réclamer à un tiers une compensation financière en vue de l'exploitation d'une œuvre. L'AAPL trouve donc important de communiquer à ce sujet afin de sensibiliser un plus large public et d'émettre certaines inquiétudes.

Que dit la loi ?

Au Luxembourg, le régime des droits d'auteur et des droits voisins est principalement réglementé par la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données. Cette loi pose les conditions de protection par les droits d'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique, qui sont celles de « la mise en forme de l'œuvre » (ce qui la distingue d'une simple idée) et de l'« originalité » de l'œuvre. Si ces conditions sont remplies, la protection des droits d'auteur et des droits voisins intervient automatiquement et n'est donc sujette à aucune formalité d'enregistrement ou autre démarche administrative. Il faut uniquement pouvoir justifier de la date de création de l'œuvre.

Selon l'article 3 de cette loi, les droits d'auteur comprennent le « droit de reproduction », qui accorde notamment à l'auteur-e « le droit exclusif d'autoriser l'adaptation, l'arrangement ou la traduction de son œuvre » et de s'opposer à toute copie non autorisée de celle-ci. Afin de pouvoir exploiter une œuvre appartenant à autrui, il faudra ainsi obtenir au préalable l'autorisation de son auteur-e.

Le critère de l'originalité

D'après la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, une œuvre est protégée par les droits d'auteur du moment qu'elle possède un caractère suffisant d'« originalité ». Une œuvre est donc d'office protégée par les droits d'auteur, par le simple fait d'avoir été créée et d'être originale. Elle ne nécessite donc, comme on a tendance à l'imaginer, aucune formalité administrative et légale.

Le critère de l'originalité, nécessaire à l'acquisition de ces droits, renvoie à « l'individualité, la personnalité, l'intelligence, le goût, le style et le savoir-faire » de l'auteur-e de l'œuvre. Au vu de son caractère subjectif, l'originalité reste donc un critère difficile à définir, tel que l'on a pu le constater dans un récent procès opposant l'artiste luxembourgeois Jeff Dieschburg à la photographe singapourienne travaillant aux États-Unis Jingna Zhang.

Afin de reprendre brièvement les faits, Jeff Dieschburg avait exposé un diptyque de peintures sur toile à la Biennale d'art contemporain de Strassen, pour lequel il avait obtenu un prix, dont un des deux tableaux reprenait nettement une photographie de Jingna Zhang. Alertée par deux artistes de l'existence de cette peinture, Jingna Zhang avait intenté une action en justice, réclamant à Jeff Dieschburg la cessation de toute reproduction de la photographie concernée.

Il a dès lors appartenu au tribunal de se prononcer sur l'existence d'une éventuelle violation des droits d'auteur que l'artiste détiendrait sur sa photographie. Afin de pouvoir se prononcer sur cette question, le tribunal a vérifié si Jingna Zhang détenait bien des droits d'auteur sur sa photographie, par application des critères de la loi précitée. Le 7 décembre 2022, le

tribunal a conclu que l'originalité de la photographie ne serait pas démontrée, de sorte qu'elle ne saurait tomber sous la protection des droits d'auteur.

Une certaine méconnaissance de la pratique artistique contemporaine

Dans les extraits de la décision prise par tribunal, on peut lire : « S'il est vrai que la personnalité du photographe peut se révéler par les choix effectués dans la mise en scène de la photographie et en particulier sur les accessoires, voire la pose, encore faut-il que la pose présente une originalité particulière, ce qui n'est pas le cas lorsqu'elle est influencée par des tableaux connus et que la personne se trouve dans un environnement banal. »

Un tel jugement semble peu en accord avec nos pratiques et notre manière d'appréhender une œuvre. Le tribunal semble reprocher à la photographie de Jingna Zhang un manque d'originalité – celle-ci se serait inspirée de peintures d'œuvres picturales datant du 19^e siècle –, négligeant le principe de reconstitution comme acte photographique auquel ont recours de nombreux artistes-photographes, tels que Cindy Sherman, Carla van de Putelaar ou Christian Tagliavini. Beaucoup de photographes-auteur-es s'inscrivent dans des traditions picturales, s'inspirant de codes formels en lien avec des courants anciens en peinture. On peut aussi remarquer dans ce cas bien précis que la photographe a fait poser un modèle asiatique, rompant ainsi clairement avec les codes esthétiques de l'époque préraphaélite qui a inspiré cette œuvre, cherchant ainsi à décoloniser son sujet.

On peut se demander si une peinture aurait été considérée différemment par les juges, car plus clas-

siquement « originale » dû au geste de peindre, bien que dans la loi il soit clairement stipulé qu'aucune différence ne devrait être faite au niveau des « genres » utilisés.

Cette décision du tribunal démontre bien à quel point l'interprétation du critère de l'« originalité » d'une œuvre est assez vague et subjective, laissée à l'appréciation des juges. Aux yeux de l'AAPL, cette subjectivité peut mener à de mauvaises interprétations, préjudiciables aux artistes. Nous plaçons dès lors en faveur d'une précision par la loi de ce qui est à entendre par le critère de l'originalité d'une œuvre, afin de pallier certains manquements en ce qui concerne la protection des œuvres.

On peut lire également dans l'extrait de la décision que « Jeff Dieschburg a soumis au tribunal de nombreuses copies de peintures et photographies illustrant des poses très similaires à celle prise sur la photographie litigieuse », afin de démontrer que la photographie, ainsi que la pose du modèle de Jingna Zhang sont banales car réalisées par de multiples autres individus. Nous ne connaissons pas ces peintures et photographies, mais nous supposons que la plupart sont le fruit du travail d'auteur-es qui pensent et qui créent, et non de simples copistes. Avec tout le respect que nous avons pour cette pratique, la démarche n'est pas comparable. Il nous semble important de connaître la source de ces œuvres et l'implication des artistes, et de ne pas considérer ces productions artistiques comme interchangeables.

Il nous semble également dangereux de comparer superficiellement des œuvres par leur simple ressemblance. Google a rapporté en 2020 qu'environ 28 milliards de photos et de vidéos avaient été téléchargées sur son service toutes les semaines et que plus de 4 milliards de photos étaient stockées sur ses serveurs. On peut en déduire que cela devient fondamentalement difficile d'être « unique ».

Nous nous prononçons aussi en faveur d'un tribunal spécialisé en matière de propriété intellectuelle, qui détiendrait assez de connaissances en matière de création artistique, d'histoire de l'art et de propriété intellectuelle afin de rendre les jugements les plus adéquats autour de tels litiges. Il serait intéressant de penser à une

Fondée en 2013 et conventionnée auprès du ministère de la Culture depuis 2018, l'**Association des artistes plasticiens du Luxembourg (AAPL)** vise le dialogue et l'échange entre artistes. Elle a également pour mission de représenter et de défendre les intérêts matériels et moraux ainsi que les droits sociaux de la profession et ceux de ses membres, à travers un travail de consultation et de plaidoyer auprès des autorités nationales et autres organisations compétentes. Ce travail de professionnalisation du secteur se fait également à travers la gestion et la mise à disposition d'ateliers à prix abordables. La lettre ouverte intégrale est disponible sur www.aapl.lu

C comme copyright, un symbole en apparence bien innocent, mais qui recèle de nombreux enjeux : dans sa lettre ouverte, l'Association des artistes plasticiens du Luxembourg fait part de ses inquiétudes concernant les droits d'auteur des artistes au Luxembourg.

commission constituée de professionnelles du secteur (artistes, historien-nes d'arts, commissaires d'exposition).

Il est aussi important de mener une réflexion profonde sur la façon de protéger les droits d'auteur dans un monde surchargé d'images, d'autant plus accessibles. L'AAPL compte également proposer des formations aux artistes afin qu'ils puissent mieux cerner les enjeux légaux et juridiques.

La nature commerciale et dirigée d'une œuvre

Notre association a pu constater une certaine confusion auprès de certains artistes, qui pensent qu'une œuvre créée dans un « cadre publicitaire et commercial » ne peut bénéficier de droits d'auteur.

Il nous semble bon de rappeler que le caractère publicitaire et la nature commerciale d'une œuvre n'enlèvent en rien l'existence de droits d'auteur. Ces droits restent généralement auprès de l'auteur-e, mais il se peut cependant qu'une cession ou licence contractuelle des droits d'auteur ait été signée avec le ou la commanditaire du projet. Selon la loi modifiée du 18 avril 2001, une œuvre correspond à « toute réalisation intellectuelle originale », peu importe son genre, sa forme d'expression, son mérite ou sa destination.

Et dans le contexte d'une « œuvre dirigée » lors d'une élaboration collective, selon l'article 6 de la loi – sauf disposition contractuelle contraire –, la personne physique ou morale sous le nom de laquelle l'œuvre dirigée a été divulguée est « investie à titre origininaire des droits patrimoniaux et moraux d'auteur sur cette œuvre ». Ce qui peut rassurer un certain nombre de photographes, vidéastes ou performeurs-euses, etc.

Une méconnaissance générale des droits d'auteur

À travers son travail, l'AAPL a pu constater une méconnaissance assez générale au Luxembourg des droits d'auteur et des droits voisins, ainsi que de leurs conditions d'application. Il est cependant important de connaître et de comprendre les notions et termes principaux des droits d'auteur afin de savoir protéger une création et de mener les négociations adéquates avec

toute personne désirant exploiter une œuvre.

Des membres de l'AAPL nous signalent d'ailleurs que des commanditaires sont parfois amenés à penser que le paiement d'une rémunération à l'auteur-e d'une commande implique d'office une cession implicite des droits d'auteur. Ce n'est pourtant souvent pas le cas, et tout dépend des termes du contrat signé entre les parties.

L'AAPL espère que la médiation du procès Dieschburg-Zhang pourra apporter une certaine prise de conscience au sein de la société de l'importance des droits d'auteur. Il nous faut petit à petit créer une « culture du droit d'auteur ».

Une Sacem pour les arts visuels ?

Les droits d'auteur existent afin de protéger la création, mais servent également de sources de revenus pour les artistes visuel-les. L'AAPL est en train de mettre en place un guide de bonnes pratiques et des outils pour les professionnel-les ainsi que pour les usagers-ères concernant ces droits.

L'association aimerait également réfléchir au développement d'une structure semblable à la Sacem, une société privée à but non lucratif ayant pour mission principale d'assurer la collecte et la répartition des droits dus à ses membres, au titre de la diffusion des œuvres. Mais qu'en est-il des arts visuels ? Malgré de nombreux accords multilatéraux et d'harmonisation de droits, nous constatons qu'il y a un véritable manque à combler.

L'ère de l'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle se déploie dans notre quotidien, avec des outils performants, désormais disponibles pour un large public, remettant fortement en question la notion d'« auteur-e ». ChatGPT (Generative Pre-trained Transformer), un modèle de traitement du langage naturel développé par OpenAI, a été lancé en novembre 2022 et a fait la une des journaux avec un certain nombre de craintes. Il fait partie de ces intelligences artificielles dites « génératives », qui créent des contenus en analysant des milliards de textes et images existants. Des outils comme DALL-E 2 et Midjourney permettent ainsi de créer des images à partir de



COPYRIGHT: OLD PHOTO PROFILE (CC BY 2.0)

descriptions étayées sous format texte, utilisant la masse colossale de données disponibles.

Ces algorithmes s'inspirent d'œuvres originales existantes. Qui détient les droits d'auteur dans ce cas ? Est-ce la machine, le concepteur du programme, qu'en est-il des milliards d'auteur-es des images sources employées ? Il n'y aura bientôt plus besoin de créateurs-trices et d'artistes avec le pool d'images disponibles dans le monde. Le cas de Joe Avery, récemment dans les médias, est révélateur de tels changements. L'artiste, qui avait créé le buzz sur Instagram avec ses portraits immaculés, vient d'avouer qu'il les avait en fait réalisés grâce à Midjourney, le programme ayant synthétisé les œuvres de millions d'artistes.

On voit que l'IA porte des atteintes à la création artistique, et nul ne sait l'incidence qu'elle aura sur l'économie de la création et le fait même de créer. Ces développements technologiques devraient pousser le législateur à une révision de la loi sur les droits d'auteur et les droits voisins au plus vite.

Le consentement

Finalement, l'AAPL souhaite souligner l'importance de la recherche du consentement auprès d'un-e artiste avant d'en exploiter l'œuvre. Il arrive trop souvent que nos membres ou autres artistes nous fassent part du fait que leur œuvre a été copiée, publiée, exploitée – commercialement ou non – sans qu'aucune requête ne leur ait été formulée. Il s'agit souvent de gestes anodins : une photographie exposée est rephotographiée afin d'être imprimée ; une image est « emprun-

tée » à un site web ; une photo dont les droits ont été octroyés dans le cadre d'un projet spécifique est utilisée plus tard dans un tout autre cadre, etc.

Par exemple, à l'échelle internationale, nous avons actuellement le différend entre la maison de luxe LVMH et la fondation Joan Mitchell, la première s'étant permis d'utiliser une œuvre de l'artiste dans le cadre d'une campagne publicitaire sans l'accord de la seconde. La directrice de la fondation s'est dite « sidérée que Louis Vuitton ait décidé de ne pas tenir compte de ces refus ». LVMH s'est emparé de l'œuvre afin d'arriver à ses fins, un acte violent.

L'AAPL estime que le consentement devrait constituer une obligation morale pour toute personne désirant exploiter l'œuvre d'un-e auteur-e. Il semble facile d'en conclure que s'approprier une œuvre sans en demander la permission ne soulève aucun réel enjeu. Mais, au contraire, la violation de droits d'auteurs est punissable au niveau civil et pénal.

Nous aimerions encourager toute personne souhaitant utiliser l'œuvre d'autrui à se livrer à la recherche de l'artiste concerné-e. Ce simple geste permettrait de discuter d'une rémunération ou de sa possible exemption, et ainsi de ne pas mettre l'artiste devant le fait accompli, évitant de cette manière tout plagiat ou contrefaçon.

EVENT

INTERVIEW MIT ANASTASIA CHAGUIDOULINE

„Ich will, dass der Cercle inklusiver wird“

Isabel Spigarelli

Am 5. April beginnt im Cercle Cité die Kurzfilmreihe „Screenings on Inclusion“. Was hinter dem Lunch-Format steckt, verrät Anastasia Chaguidouline, seit Juni 2022 kulturelle Leiterin des Cercle.

woxx: Anastasia Chaguidouline, warum führen Sie die „Screenings on Inclusion“ dieses Jahr ein?

Anastasia Chaguidouline: Das Thema Inklusion beschäftigt mich seit Langem und in meinem ersten Jahr als kulturelle Leiterin im Cercle möchte ich etwas präsentieren, das an die allgemeine Ausrichtung der Gemeinde Luxemburg anknüpft. Immerhin hat die Stadt Luxemburg 2022 den Access City Award der Europäischen Kommission erhalten, der Städte prämiiert, die in ihrer städtebaulichen Entwicklung die Zugänglichkeit für Personen mit Behinderungen priorisieren. Es gibt inzwischen auch den Service intégration et besoins spécifiques – die Stadt will sich demnach in diese Richtung weiterentwickeln.

In den Kurzfilmen geht es nicht nur um Menschen mit Behinderungen, sondern auch um LGBTIQ+-Personen oder Migrant*innen.

Die Ambitionen der Stadt waren eine Inspiration, mich in meiner jetzigen Position weiter mit dem Thema zu beschäftigen. Inklusion ist ein komplexer Bereich, der sich unendlich erkunden lässt.

Warum sind nur Rosa Lëtzebuerg und CinEast Partnerorganisationen?

Wie das bei Kurator*innen oft der Fall ist, war das eine subjektive Entscheidung. Ich habe eine Zeit lang in der Schweiz gelebt und gearbeitet, wo die Kulturhäuser während der Pride Week ein vielfältiges Programm anbieten. Dies kam meiner Erfahrung nach gut an. In den luxemburgischen Institutionen ist das noch nicht so präsent und ich möchte dies ändern, unter anderem deshalb habe ich den Kontakt zu Rosa Lëtzebuerg, die die Luxembourg Pride organisiert, gesucht. Außerdem gab es bei der letzten Pride mit dem Queer Arts Festival bereits eine Verbindung zur Kunstszene.

Und das CinEast?

Es ist ein Filmfestival, das pointierte Filme zeigt, letztes Jahr zum Beispiel spannende Beiträge aus der Ukraine. Im Unterschied zu etablierten Festivals wie dem Luxembourg City Film Festival, ist das CinEast noch in einer wirklichen Wachstumsphase. Die Zusammenarbeit hat mich auch gereizt, weil ich mich eher mit Künstler*innen auskenne, die Organisator*innen des CinEast hingegen mehr mit der Filmszene. Wenn die Screenings erfolgreich sind, was ich hoffe, kann ich mir aber durchaus vorstellen für die Planung der nächsten Ausgaben mit Organisationen wie dem CID Frauen an Gender oder Info Handicap zusammenzukommen.

Warum zeigen Sie Kurzfilme?

Es handelt sich um ein Lunch-Format: Statt ausgiebig Mittagessen zu gehen, schaut man sich einen Kurzfilm an – eine andere Art, seine Pause zu nutzen. Ich will damit ein Publikum ansprechen, beispielsweise Pendler*innen, das nach der Arbeit nach Hause fährt und sich nicht noch ins Kino begibt. Gleichzeitig ermöglicht das Format, Videoarbeiten von Künstler*innen sowie Autor*innenfilme zu zeigen, deren Laufzeit oft unter einer Stunde liegt, weil sie an unterschiedlichen Orten funktionieren müssen: in einer Ausstellung, auf einer Biennale, auf der großen Leinwand ...

Kurzfilme sind rar gesät in den Kinoprogrammen, oder?

Wenn, dann werden sie eher anlässlich von Kurzfilmabenden gezeigt, an denen die Themen so weit auseinandergehen, dass das Publikum am Ende nicht mehr weiß, was es sich gerade angeschaut hat. Dabei sollten Kurzfilme genauso zelebriert werden wie Spielfilme.

Screenings on Inclusion
Army of Love, am 5. April
Je crie ton nom, am 5. Juli
Tempo home + Written/
Unwritten, am 11. Oktober
Fashions, 13. Dezember

Nach welchen Kriterien haben Sie die Filme ausgewählt?

Als Kurator*in fängt man nie bei null an, sondern baut sein Konzept auf einer Idee oder bestimmten Künstler*innen auf. Hier war das ähnlich: In diesem Kontext war das „Army of Love“ von Alexa Karolinski und Ingo Niermann. Ich habe meinen Master bei Niermann gemacht und das Projekt der beiden hat mich berührt. Das Gleiche gilt für „Fashions“ von Keren Cytter: Es hat mich bewegt, wie verschiedene Themen in dieser Videoarbeit ausgeschöpft wurden. In beiden Fällen hatte ich Kontakte, die es mir ermöglichten an das Material zu kommen, was sich aus praktischen Gründen auch auf meine Wahl ausgewirkt hat.

Warum der Verzicht auf luxemburgische Produktionen?

Rosa Lëtzebuerg, denen ich eine Carte Blanche angeboten hatte, wollte unbedingt einen luxemburgischen Kurzfilm zu LGBTIQ+ vorstellen. Leider haben wir nichts gefunden, was pointiert genug ist. Auf Wunsch der Organisation habe ich am Ende einen französischsprachigen Film aus der Schweiz ausgewählt, „Je crie ton nom“ von Oskar Rosetti. Es gibt im Ausland einen leichteren Zugang zu Filmen über Inklusion. Das CinEast hat sich, gemäß seiner Ausrichtung auf zentral- und osteuropäische Filme, ebenfalls für zwei internationale Produktionen (Tempo Home; Written/Unwritten) entschieden. Es ist für mich kein Problem, dass diese Ausgabe also international ist, ich finde das sogar schön. Es ist mir wichtig, in Luxemburg verankert zu sein, aber wir dürfen uns deswegen internationalen Beiträgen gegenüber nicht verschließen. Ich selbst wollte Filme zeigen, die mich während meiner Zeit im Ausland beeindruckt haben, und von denen ich weiß, dass sie in Luxemburg noch nicht gezeigt wurden. Ich könnte mir jedoch vorstellen bei einer nächsten Edition mit luxemburgischen Künstler*innen, wie zum Beispiel Karolina Markiewicz und Pascal Piron, zusammenzuarbeiten.

Wird Inklusion allgemein großgeschrieben im Cercle?



COPYRIGHT: CERCLE CITÉ

Kuratorin Anastasia Chaguidouline, Jahrgang 1993, hier beim Aufbau der Retrospektive zu David Lynch zu sehen, nennt die „Screenings on Inclusion“ einen ersten Schritt zu mehr Inklusion im Cercle Cité.

Was ich gut finde ist, dass alle Räumlichkeiten für Menschen mit Behinderung zugänglich sind – das ist keine Selbstverständlichkeit. Ich will dennoch, dass der Cercle inklusiver wird. Ich habe mir zu Beginn meiner Anstellung das Programm angeschaut und es auf Diversität analysiert ... Es gibt sicherlich Verbesserungsbedarf. Wir hatten jetzt unglücklicherweise zwei große Retrospektiven zu männlichen Künstlern, Gast Michels und David Lynch, hintereinander. Mit der Ausstellung „Rethinking Identity, Family, Community“ im Rahmen des European Month of Photography kommt im Mai jedoch mehr Diversität in den Cercle: Der Großteil der Künstler*innen sind Frauen, einige davon arbeiten zu Nicht-Binarität. Auch für Ende des Jahres ist eine Gruppenausstellung geplant, in der die gezeigten Arbeiten fast zu neunzig Prozent von Frauen stammen.

Sind die Screenings also nur der Anfang?

Mit den „Screenings on Inclusion“ wage ich einen ersten Schritt. Die Idee war deswegen zunächst auch nicht, einen Zyklus zu einem spezifischen Aspekt der Inklusion zu planen, sondern die Komplexität des Themas aufzuzeigen. In Zukunft will ich darauf achten, dass Inklusion und Diversität zu den Leitthemen unserer Konferenzen, Partnerschaften und Events gehören, sich aber auch in unserer Kommunikation niederschlagen, beispielsweise durch die Anwendung inklusiver Sprache.

Screenings on Inclusion, im Auditorium des Cercle Cité in Luxemburg-Stadt. Vorstellungsbeginn um 12:30 Uhr. Weitere Informationen auf cerclecite.lu

AVIS

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : fournitures

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 12/05/2023 Heure : 10:00

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

Intitulé attribué au marché :
Fourniture de mobilier et équipement de bureau à exécuter dans l'intérêt de la maison de soins à Bascharage.

Description succincte du marché :
- env. 19 postes de travail avec chaises et containers
- env. 95 armoires de classement et rangement
- env. 285 poubelles et divers accessoires

La durée est de 20 jours ouvrables, à débiter en novembre 2023.

SECTION IV : PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Autres informations :

Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 27/03/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300588 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 28/04/2023 Heure : 10:00

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

Intitulé attribué au marché :
Démolition des vestiaires de l'ancienne piscine et déviation des réseaux électriques à exécuter dans l'intérêt de la rénovation et mise en conformité du domaine thermal à Mondorf-les-Bains.

Description succincte du marché :
Démolition d'un ancien bâtiment ; déviation des réseaux électriques.

La durée des travaux est de 27 jours ouvrables, à débiter au 2e trimestre 2023.
Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

SECTION IV : PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Autres informations :

Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 27/03/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300572 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : fournitures

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 10/05/2023 Heure : 10:00

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

Intitulé attribué au marché :
Fourniture de mobilier et d'équipement de santé à exécuter dans l'intérêt de la maison de soins à Bascharage.

Description succincte du marché :
- 201 lits de soins avec matelas et des chevet et accessoires
- 56 fauteuils de relaxation
- divers accessoires de soins

La durée des fournitures est de 20 jours ouvrables, à débiter en novembre 2023.

SECTION IV : PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Autres informations :

Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 27/03/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300618 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 26/04/2023 Heure : 10:00

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative à la maintenance et à l'entretien des ascenseurs et escaliers mécaniques de la Maison du savoir à Esch-Belval.

Description succincte du marché :
Maintenance des ascenseurs.

SECTION IV : PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Autres informations :

Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 23/03/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300602 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

WAT ASS LASS 31.03. - 09.04.

AGENDA

WAT ASS LASS?

FREIDEG, 31.3.

MUSEK

Rhapsody of Fire + Nightmare + Manigance, metal, Le Gueulard plus, *Nilvange (F)*, 19h30. Tél. 0033 3 82 54 07 07. www.legueulardplus.fr

Versus You x S.K.O.R., rock, Cube 521, *Marnach*, 20h. Tel. 52 15 21. www.cube521.lu

Percussion in Concert, avec Emmanuel Baudry, Niels Engel, Guy Frisch, Éric Gherardi, Netty Glesener, Rainer Kind, Patrick Kraus, Victor Kraus, Gilles Krein, Michel Mootz, Laurent Warnier et Paul Wiltgen, conservatoire, *Luxembourg*, 20h. Tél. 47 96 55 55. www.conservatoire.lu

Birdy, indie-folk, Den Atelier, *Luxembourg*, 20h. Tel. 49 54 85-1. www.atelier.lu SOLD OUT!

Festival passions : Il pianto di Maria - la passion vécue par Marie, Neimënster, *Luxembourg*, 20h. Tél. 26 20 52-1. www.neimenster.lu Org. cantoLX.

Dianne Reeves, jazz, Philharmonie, *Luxembourg*, 20h. Tél. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

Index-Party, mat Dany Le Loup, V.I.C., DJ Headmasta an Dr.gOnzo, café Streik, *Esch*, 20h. facebook.com/ogj.lu Org. OGJ.

Maale Gars, rap, support: Skuto, Jast and Luk, Rotondes, *Luxembourg*, 20h30. Tel. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

DJ Battle, with Funkmaster and Packo, Flying Dutchman, *Beaufort*, 22h.

THEATER

Mettre au monde, mise en scène de Renelde Pierlot, avec Marianne Bourg, Nora Zrika, Stéphane Robles et Francesco Mormino, Grand Théâtre, *Luxembourg*, 18h30 + 20h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu Dans le cadre des représentations de « Pour autrui ».

Furor, von Lutz Hübner und Sarah Nemitz, inszeniert von Paul Hess, Europäische Kunstakademie, *Trier (D)*, 19h30. www.theater-trier.de

Die vier Elemente, vierteiliger Tanzabend mit Katja Wachter, Gustavo Ramírez Samsano, Georg Reischl und Roberto Scafati, Theater Trier, *Trier (D)*, 19h30. Tel. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

Wie später ihre Kinder, nach dem Roman „Leurs enfants après eux“ von Nicolas Mathieu, inszeniert von Leyla-Claire Rabihi, Alte Feuerwache, *Saarbrücken (D)*, 19h30. Tel. 0049 681 30 92-486. www.staatstheater.saarland

The Writer, d'Ella Hickson, mise en scène de Claire Thill, avec Jenny Beacraft, Céline Camara, Philipp Alfons Heitmann et Daron Yates, Théâtre des Capucins, *Luxembourg*, 20h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu

Weaver, chorégraphie d'Anne-Mareike Hess, Trifolion, *Echternach*, 20h. Tél. 26 72 39-500. www.trifolion.lu

Ode, von Thomas Melle, inszeniert von Wolfgang Hagemann, mit Nickel Bösenberg, Frédérique Colling, Lis Dostert, Konstantin Rommelfangen und Raoul Schlechter, Kasemattentheater, *Luxembourg*, 20h. Tel. 29 12 81. www.kasemattentheater.lu

Common Ground, nouveau cirque, mise en scène de Karoline Hahn, Centre des arts pluriels Ettelbruck, *Ettelbruck*, 20h. Tél. 26 81 26 81. www.cape.lu

Luna Matei, stand-up, centre culturel Altrimenti, *Luxembourg*, 20h. Tél. 28 77 89 77. www.altrimenti.lu

Mystery Sonatas, chorégraphie d'Anne Teresa De Keersmaecker, Arsenal, *Metz (F)*, 20h. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Fugueuses, de Pierre Palmade et Christophe Duthuron, mise en scène de Didier Bénini, Le Gueulard, *Nilvange (F)*, 20h30. Tél. 0033 3 82 85 50 71. www.legueulard.fr

KONTERBONT

Transgender Day of Visibility: Make-Up Workshop, with Joël Seiller, Grand Théâtre, *Luxembourg*, 18h. Tel. 47 08 95-1. www.theatres.lu Registration requested: elsa.fischbach@cigale.lu

Virstellung vum neie Lëtzebuerg Lidderbuch „De Georgely“, mam Georges Urwald, Bibliothèque nationale du Luxembourg, *Luxembourg*, 19h. Tel. 26 55 91-00. www.bnl.lu Aschreiwung erfuerderlech: tickettailor.com/events/bnl

Mondo Tasteless: Die Trashfilmreihe, sparte4, *Saarbrücken (D)*, 20h. Tel. 0049 681 30 92-486. www.sparte4.de

Poetry Slam de Lux' 13, avec Fabian Navarro, Isabella Scholda, Tanguy R. Bitariho et Gaélane + Géisskan Kollektiv, Rotondes, *Luxembourg*, 20h. Tél. 26 62 20 07. www.rotondes.lu Org. Institut Pierre Werner.

SAMSCHDEG, 1.4.

JUNIOR

Bib fir Kids, centre culturel Aalt Stadhaus, *Differdange*, 10h (7-9 Joer), 11h30 + 14h (3-6 Joer). www.stadhaus.lu Aschreiwung erfuerderlech: Tel. 5 87 71-19 20.



Jazziger Monatsabschluss in der Philharmonie: Die US-amerikanische Jazzsängerin und Songautorin Dianne Reeves ist an diesem Freitag, dem 31. März, um 20 Uhr, in Luxemburg-Stadt zu Besuch.

MUSEK

Joé Lahos, récital d'orgue, œuvres de Liszt, Lahos et Alain, cathédrale Notre-Dame, *Luxembourg*, 11h.

La forza del destino, unter der Leitung von Sébastien Rouland, inszeniert von Lorenzo Fioroni, Saarländisches Staatstheater, *Saarbrücken (D)*, 19h30. Tel. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Peter Grimes, Oper von Benjamin Britten, unter der Leitung von Jochem Hochstenbach, inszeniert von Frédéric Roels, Theater Trier, *Trier (D)*, 19h30. Tel. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

David Garrett Trio, œuvres entre autres de Bach, Dvořák et Saint-Saëns, Philharmonie, *Luxembourg*, 20h. Tél. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

Riadh Khodri, récital de piano, Le Bovary, *Luxembourg*, 20h30. Tél. 27 29 50 15. www.lebovary.lu

Les voix de l'Est, chœur d'hommes, Le Gueulard, *Nilvange (F)*, 20h30.

Tél. 0033 3 82 85 50 71. www.legueulard.fr

Zaoui + Horla, pop, Les Trinitaires, *Metz (F)*, 20h30. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Next Deed, alternative, support: Fallen Lies, Rockhal, *Esch*, 20h30. Tel. 24 55 51. www.rockhal.lu SOLD OUT!

THEATER

Ab jetzt, von Alan Ayckbourn, inszeniert von Niko Eleftheriadis, Alte Feuerwache, *Saarbrücken (D)*, 19h30. Tel. 0049 681 30 92-486. www.staatstheater.saarland

Mettre au monde, mise en scène de Renelde Pierlot, avec Marianne Bourg, Nora Zrika, Stéphane Robles et Francesco Mormino, Grand Théâtre, *Luxembourg*, 19h30 + 21h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu Dans le cadre des représentations de « Pour autrui ».

The Writer, d'Ella Hickson, mise en scène de Claire Thill, avec Jenny Beacraft, Céline Camara, Philipp Alfons Heitmann et Daron Yates,

87.8 — 102.9 — 105.2

ARA

THE RADIO FOR ALL VOICES

Meindeg, de 4. Abrëll 20h - 22h

Metal Mayhem

Eng Sendung fir Leit mat Oueren an engem Radio. Rock vu Metal bis Mayhem. Mol méi haart a mol relax, mol vu gëschter a mol aktuell, mol harmonesch, mol chaotesch. Hei leeft alles mat enger elektrescher Gittar dran, awer och mol ouni. Zanter 1997 all zwou Woche fir de Weltfridden. Mam Jang.

WAT ASS LASS 31.03. - 09.04.

Théâtre des Capucins, *Luxembourg*, 20h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu

La campagne, de Martin Crimp, mise en scène de Véronique Fauconnet, avec Claire Cahen, Ali Esmili et Clara Hertz, Théâtre ouvert Luxembourg, *Luxembourg*, 20h. Tél. 49 31 66. www.tol.lu

Ode, von Thomas Melle, inszeniert von Wolfgang Hagemann, mit Nickel Bösenberg, Frédérique Colling, Lis Dostert, Konstantin Rommelfangen und Raoul Schlechter, Kasemattentheater, *Luxembourg*, 20h. Tél. 29 12 81. www.kasemattentheater.lu

Luna Matei, stand-up, centre culturel Altrimenti, *Luxembourg*, 20h. Tél. 28 77 89 77. www.altrimenti.lu

Fabienne Sonne, Szenen aus Anna Kavans Literatur, inszeniert von Anne Simon, mit Janine Horsburgh und Max Gindorff, Théâtre national du Luxembourg, *Luxembourg*, 20h. Tél. 26 44 12 70-1. www.tnl.lu

KONTERBONT

Eat It! Street food festival, Rotondes, *Luxembourg*, 12h - 22h. Tél. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

Poetry Slam de Lux' 13, avec Fabian Navarro, Isabella Scholda, Tanguy R. Bitariho et Gaélane + Géisskan Kollektiv, Brandbau, *Wiltz*, 20h. www.prabbeli.lu
Org. Institut Pierre Werner.

SONNDEG, 2.4.

MUSEK

8. Kammerkonzert, Werke von Françaix, Juon und Nielsen, Saarländisches Staatstheater, *Saarbrücken (D)*, 11h. Tél. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Philippe Villa Trio, jazz, Neimënster, *Luxembourg*, 11h. Tél. 26 20 52-1. www.neimenster.lu

European Mandolin & Guitar Orchestra : Il forum musicale, sous la direction de Rudi De Bouw, œuvres entre autres de Mandonico, Kälberer et Ambrosius, centre culturel Aalt Stadhaus, *Differdange*, 16h30. Tél. 5 87 71-19 00. www.stadhaus.lu
Inscription obligatoire : musique.secretariat@differdange.lu

Klunge Maarnicher Festival 2023, avec Michael Schneider (orgue) et l'ensemble 88, œuvres entre autres de Crumb, Liszt et Bach, église, *Troisvierges*, 17h. Inscription souhaitée : info@dkmf.lu

Hair, Musical von Gerome Ragni und James Rado, Musik von Galt MacDermot, unter der Leitung

von Achim Schneider, inszeniert von Maximilian von Mayenburg, Saarländisches Staatstheater, *Saarbrücken (D)*, 18h. Tél. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Nova Twins, rock, support: Master Peace, Rockhal, *Esch*, 20h. Tél. 24 55 51. www.rockhal.lu

THEATER

Mettre au monde, mise en scène de Renelde Pierlot, avec Marianne Bourg, Nora Zrika, Stéphane Robles et Francesco Mormino, Grand Théâtre, *Luxembourg*, 17h, 18h30 + 20h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu
Dans le cadre des représentations de « Pour autrui ».

Wie später ihre Kinder, nach dem Roman „Leurs enfants après eux“ von Nicolas Mathieu, inszeniert von Leyla-Claire Rabih, Alte Feuerwache, *Saarbrücken (D)*, 18h. Tél. 0049 681 30 92-486. www.staatstheater.saarland

Die Comedian Harmonists, von Gottfried Greiffenhagen, inszeniert von Ulf Dietrich, unter der Leitung von Horst Maria Merz, Theater Trier, *Trier (D)*, 19h30. Tél. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

KONTERBONT

Eat It! Street food festival, Rotondes, *Luxembourg*, 12h - 18h. Tél. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

Les dimanches en poésie, avec Florent Toniello, Le Gueulard, *Nilvange (F)*, 16h. Tél. 0033 3 82 85 50 71. www.legueulard.fr

MÉINDEG, 3.4.

THEATER

3 du Trois, « Mary's » de Catarina Barbosa et Baptiste Hilbert, « Auditionneur-euses ? » d'Alexandre Goyer et « Dé-corrélation » d'Aurore Gruel, Banannefabrik, *Luxembourg*, 19h.

Die Comedian Harmonists, von Gottfried Greiffenhagen, inszeniert von Ulf Dietrich, unter der Leitung von Horst Maria Merz, Theater Trier, *Trier (D)*, 19h30. Tél. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

DËNSCHDEG, 4.4.

JUNIOR

Panda Spezial Impact - Reuse, Workshop (6-10 Joer), Musée national d'histoire naturelle, *Luxembourg*, 14h. Tél. 46 22 33-1. www.mnhn.lu
Aschreiwung erfuerderlech.

KONFERENZ

Not Just the Polar Bear or Penguins - Biodiversity in the Polar Regions, with Renuka Badhe, Musée national d'histoire naturelle, *Luxembourg*, 18h30. Tél. 46 22 33-1. www.mnhn.lu

MUSEK

Quatuor Ardeo, œuvres d'Adams, Dvořák et Beethoven, Arsenal, *Metz (F)*, 20h. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

A Night of Queen, rock, Rockhal, *Esch*, 20h30. Tél. 24 55 51. www.rockhal.lu

THEATER

Endstation Sehnsucht, von Tennessee Williams, inszeniert von Harald Demmer, Theater Trier, *Trier (D)*, 19h30. Tél. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

Bérénice, de Jean Racine, mise en scène d'Anne Delbée, Opéra-Théâtre - Eurométropole de Metz, *Metz (F)*, 20h. Tél. 0033 3 87 15 60 60. www.opera.eurometropolemetz.eu

KONTERBONT

De Poterdësch, mat der Alice Thilmany, Centre LGBTQ+ Cigale, *Luxembourg*, 12h15. www.cigale.lu
facebook.com/CentreCIGALE

Renc'Art - œuvre du mois : Edward Steichen (1879-1973). Autoportrait, Musée national d'histoire et d'art, *Luxembourg*, 12h30 (F). Tél. 47 93 30-1. www.mnha.lu
Inscription obligatoire : servicedespublics@mnha.etat.lu

Lex Roth : Gegrimmels a Schnoken am Takt, Liesung, Bibliothèque nationale du Luxembourg, *Luxembourg*, 18h30. Tél. 26 55 91-00. www.bnl.lu
Aschreiwung erfuerderlech: bibliotheque@vdl.lu

MËTTWOCH, 5.4.

JUNIOR

Programmation Zoom In : Le goût des couleurs, (> 3 ans), Villa Vauban, *Luxembourg*, 14h. Tél. 47 96 49-00. www.villavauban.lu
Inscription obligatoire : visites@2musees.vdl.lu

Panda Spezial Impact - Recycle, Workshop (6-10 Joer), Musée national d'histoire naturelle, *Luxembourg*, 14h. Tél. 46 22 33-1. www.mnhn.lu
Aschreiwung erfuerderlech.

Fairfashion, Workshop (11-13 Joer), Musée national d'histoire naturelle, *Luxembourg*, 14h30. Tél. 46 22 33-1.

Safari de Pâques

À l'occasion des vacances de Pâques, le Luxembourg City Tourist Office (LCTO) organise pour la deuxième fois sa **visite guidée ludique pour les enfants**, basée sur son circuit « City Safari » élaboré avec le Musée national d'histoire naturelle. Pendant deux heures, un guide expérimenté emmènera les enfants (âge recommandé : de 4 à 12 ans) et leurs accompagnateurs à travers le centre-ville pour chercher les nombreux animaux qui s'y cachent. Pour Pâques, les enfants doivent également partir à la recherche d'un animal très particulier : le « Péckvillchen ». Le long du circuit se cachent plusieurs « Péckvillercher », de petits sifflets en terre cuite en forme d'oiseaux vendus traditionnellement le lundi de Pâques à l'« Éimaichen ». Pendant la période **du mardi 4 au dimanche 16 avril**, le « Safari de Pâques » est organisé **tous les mardis et jeudis à 14h (L), les dimanches à 14h30 (L), 15h (F) + les samedis à 14h (GB), 14h30 (D), le vendredi 7 avril à 14h (GB) + 14h30 (D), le vendredi 14 avril à 11h30 (D+F) et le samedi 8 avril à 15h (L)**. Les tickets sont désormais en vente sur luxembourg-city.com et au bureau d'accueil touristique du LCTO. Le nombre de participants est limité à 20 personnes par visite guidée. Le LCTO organise également une chasse aux œufs digitale sur ses réseaux sociaux pour le weekend de Pâques. Trouvez-les et tentez de remporter un petit cadeau issu de notre nouvelle gamme de « Péckvillercher » ! Ces oiseaux siffleurs ont été réalisés par « Kera-mikfabrik », l'atelier de production d'objets artisanaux en céramique géré par Autisme Luxembourg asbl. Ils sont dès à présent aussi en vente au bureau d'accueil touristique du LCTO. Plus d'informations sur Instagram : [@my_luxembourg](https://my_luxembourg) ; Facebook : Luxembourg City Tourist Office - LCTO ; TikTok : [@my_luxembourg](https://my_luxembourg).



Opus 100,7

ass e Radiosender fir klassesch Musek. Deen neien Internetradio ass zanter e Freideg, 24. Mäerz online a **kann iwwer d' Websäit www.opus.radio gelauschtert ginn**. opus 100,7 ass eng Initiativ vum ëffentlech-recht-leche Sender Média de service public 100,7, deen och de radio 100,7 bedreift. An der Museksprogrammation gëtt der Lëtzebuerger Musekszeen vill Plaz ageraumt. **Iwwer 20 % vun der Sendezäit si Produktiounen vu Lëtzebuerg, respektiv Museker*innen dediéiert, mat enger staarker Relatioun zur nationaler Musekszeen**. Zousätzlech iwwerhëlt den opus 100,7 d'Noriichten, d'Traffic-Infoen an d'Wiederprevisiounen vu radio 100,7. Deen **neie Klassik-radio** diffuséiert och parallel all d'Sendungen vu radio 100,7, an deene klassesch Musek eng Roll spillt. Dozou gehéiert de Klassikmagazin „Resonanzen“ (méindes-freides um 14 Auer) – mat sengen Album-Besprechungen an Interviews iwwer aktuell Projeten –, thematesch Emissionen souwéi d'Concertsopnamen a Live-Iwwerdrounge vu Lëtzebuerg an Europa. De Sender kann dobäi och op exklusiv Concertsopnamen vu radio 100,7 zeréckgräifen: Dat sinn an der Reegel am Joer iwwer 80 Concerten, déi zum Deel och iwwer d'Euroradio Netzwierk vun der European Broadcasting Union (EBU) international verdeelt ginn. Klassesch Musek spillt zanter dem Sendestart vu radio 100,7 als Kultursender, am Joer 1993, eng bedeutend Roll. Mam verännerten Optrag vum Sender e méiglechst breede Public ze erreechen, ass fir déi klassesch Musek no a no manner Plaz am Programm bliwwen. Mat enger aktiver klassescher Musekszeen zu Lëtzebuerg engersäits, an den neien technesche Méiglechkeeten anerersäits, ass de Wunsch entstanen, hir mat engem eegene Radioprogramm eng méi grouss Bün ze offrëieren. **Empfänke kann een opus 100,7 an enger éischer Phas nëmmen online iwwer d' Websäit www.opus.radio, iwwer d' Radioplayer App, esou wéi déi gängeg Internet-radioen, déi et ze kafe gëtt.**

WAT ASS LASS 31.03. - 09.04.



Après avoir passé un an à concocter sa musique à huis clos, Humour, groupe post-punk originaire de Glasgow, sera en concert le 6 avril à 20h aux Rotondes.

www.mnhn.lu
Aschreibung erfuerderlech.

MUSEK

Jam Session, Le Gueulard, *Nilvange (F)*, 20h.
Tél. 0033 3 82 85 50 71.
www.legueulard.fr

Ichiko Aoba, récital de guitare, Les Trinitaires, *Metz (F)*, 20h30.
Tél. 0033 3 87 74 16 16.
www.citemusicale-metz.fr

THEATER

Empfänger unbekannt, inszeniert von Barbara Ullmann, Europäische Kunstakademie, *Trier (D)*, 19h30. www.theater-trier.de

Das Kind malt, von Dorian Brunz, inszeniert von Thorsten Köhler, sparte4, *Saarbrücken (D)*, 20h. Tél. 0049 681 30 92-486.
www.sparte4.de

Bérénice, de Jean Racine, mise en scène d'Anne Delbée, Opéra-Théâtre - Eurométropole de Metz, *Metz (F)*, 20h. Tél. 0033 3 87 15 60 60.
www.opera.eurometropolemetz.eu

KONTERBONT

REGARDS S. 16 Screenings on Inclusion: Army of Love, projection du film d'Alexa Karolinski et Ingo Niermann (D/GB 2016. 40'. V.o. + s.-t. ang.), Cercle Cité, *Luxembourg*, 12h30. Tél. 47 96 51 33. www.cerclecite.lu

DONNESCHDEG, 6.4.

JUNIOR

Panda Spezial Impact - Reduce/Repair, Workshop (6-10 Joer), Musée national d'histoire naturelle, *Luxembourg*, 14h. Tél. 46 22 33-1. www.mnhn.lu
Aschreibung erfuerderlech.

12h30 (F). Tél. 47 93 30-1.
www.mnha.lu
Inscription obligatoire :
servicedespublics@mnha.etat.lu

Scaphandres Party, performance jazzistique multidisciplinaire, jazz, Neimënster, *Luxembourg*, 18h.
Tél. 26 20 52-1. www.neimenster.lu

FREIDEG, 7.4.

JUNIOR

Panda Spezial Impact - Rot, Workshop (6-10 Joer), Musée national d'histoire naturelle, *Luxembourg*, 14h.
Tél. 46 22 33-1. www.mnhn.lu
Aschreibung erfuerderlech.

KONFERENZ

Vill Blumen oder vill Aarten? Wëllplanzesom fir méi Diversitéit, mam Thierry Helminger, Musée national d'histoire naturelle, *Luxembourg*, 18h30. Tél. 46 22 33-1. www.mnhn.lu

MUSEK

Calum Scott, singer-songwriter, support: Blair Davie, Den Atelier, *Luxembourg*, 20h. Tél. 49 54 85-1. www.atelier.lu

Fensch Connexions, jam session, Le Gueulard, *Nilvange (F)*, 20h30. Tél. 0033 3 82 85 50 71. www.legueulard.fr

Boris Brejcha, electro, support: Netty & Hugo, Moritz Hofbauer, Rockhal, *Esch*, 21h30. Tél. 24 55 51. www.rockhal.lu

THEATER

Wie später ihre Kinder, nach dem Roman „Leurs enfants après eux“ von Nicolas Mathieu, inszeniert von Leyla-Claire Rabih, Alte Feuerwache, *Saarbrücken (D)*, 18h. Tél. 0049 681 30 92-486. www.staatstheater.saarland

Courage! Choreographien von Stijn Celis und Kurt Jooss, Saarländisches Staatstheater, *Saarbrücken (D)*, 19h30. Tél. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

KONTERBONT

Villa creativa ! Ateliers pour familles, Villa Vauban, *Luxembourg*, 14h - 17h. Tél. 47 96 49-00. www.villavauban.lu

Uniqueers - Monthly Community Get-Together, Centre LGBTIQ+ Cigale, *Luxembourg*, 19h. www.cigale.lu
facebook.com/CentreCIGALE

SAMSCHDEG, 8.4.

JUNIOR

Musikalische Collage, Workshop (6-12 Jahre), Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain,

Luxembourg, 15h. Tél. 22 50 45.
www.casino-luxembourg.lu

MUSEK

Stürmische Zeiten, mein Schatz, Konzert-Collage des Jugendchors, Theater Trier, *Trier (D)*, 18h. Tél. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

Gaye Su Akyol, psychedelics, Kulturfabrik, *Esch*, 20h. Tél. 55 44 93-1. www.kulturfabrik.lu
woxx.eu/gaye

Calum Scott, singer-songwriter, support: Blair Davie, Den Atelier, *Luxembourg*, 20h. Tél. 49 54 85-1. www.atelier.lu SOLD OUT!

CS + Kreme, electronic, Rotondes, *Luxembourg*, 20h. Tél. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

Charlie Winston + Arthur Ely, folk pop, BAM, *Metz (F)*, 20h30. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

THEATER

Wie später ihre Kinder, nach dem Roman „Leurs enfants après eux“ von Nicolas Mathieu, inszeniert von Leyla-Claire Rabih, Alte Feuerwache, *Saarbrücken (D)*, 19h30. Tél. 0049 681 30 92-486. www.staatstheater.saarland

Hamlet, nach Shakespeare, inszeniert von Bettina Bruinier, Saarländisches Staatstheater, *Saarbrücken (D)*, 19h30. Tél. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Das Kind malt, von Dorian Brunz, inszeniert von Thorsten Köhler, sparte4, *Saarbrücken (D)*, 20h. Tél. 0049 681 30 92-486. www.sparte4.de

SONNDEG, 9.4.

MUSEK

Awk Blues Band, ferme Madelonne, *Gouvy (B)*, 15h. Tél. 0032 80 51 77 69. madelonne.be

Yuriko Kimura Trio, concert-performance autour des tapisseries de Kiyoshi Ishihara, Le Gueulard, *Nilvange (F)*, 17h. Tél. 0033 3 82 85 50 71. www.legueulard.fr

Tosca, unter der Leitung von Jochem Hochstenbach, inszeniert von Jean-Claude Berutti, Theater Trier, *Trier (D)*, 18h. Tél. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

La forza del destino, unter der Leitung von Sébastien Rouland, inszeniert von Lorenzo Fioroni, Saarländisches Staatstheater, *Saarbrücken (D)*, 18h. Tél. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland



EXPOTIPP

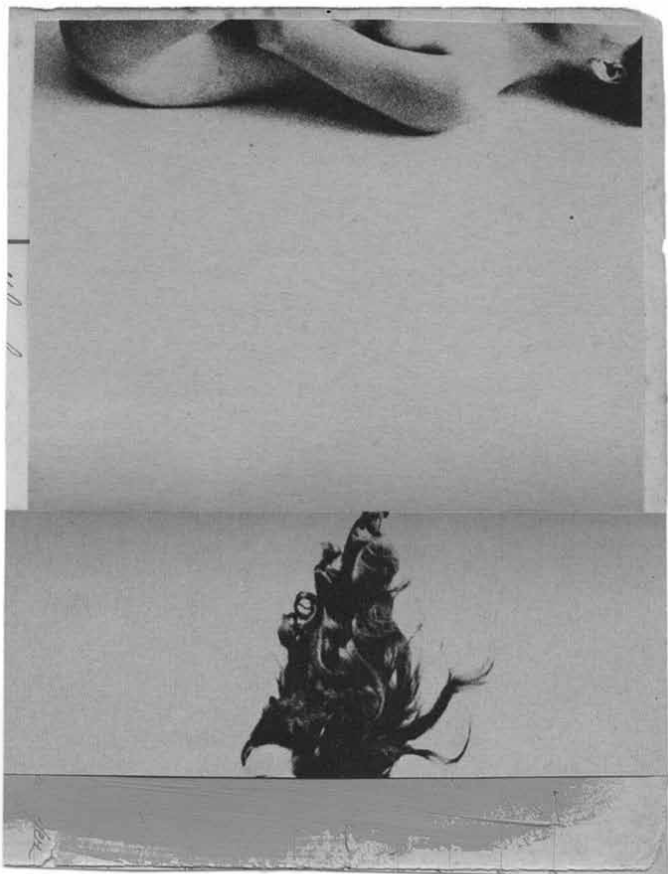
an·other voice

(is) – Die französische Künstlerin Judith Deschamps erweckt in ihrer Ausstellung „an·other voice“ im Casino in Luxemburg-Stadt die Stimme von einem der berühmtesten Kastraten Europas zum Leben – und zwar die des Italieners Farinelli (1705-1782). Mit technischen Hilfsmitteln versucht sie darzustellen, wofür es keine Belege gibt: Zu Farinellis Lebzeiten gab es keine Stimmaufnahmen. Dabei wurden der Stimme des Sängers heilende Kräfte nachgesagt, immerhin beauftragte die spanische Königin Elisabetta Farnese ihn mit seinem Gesang die schwere Depression des Königs Philippe V. zu kurieren. Die Mythen um Farinelli, aber auch das Schicksal der jungen Sänger, die zum Erhalt ihrer kindlichen Stimme kastriert wurden, bilden den Ausgangspunkt der multidisziplinären Ausstellung. Sie ist das Ergebnis einer Forschungsarbeit mit dem Institut de recherche et coordination acoustique/ musique in Paris. In einem interessanten Interview auf der Website des Casinos gibt unter anderem Judith Deschamps spannende Auskünfte zu den Hintergründen ihres Projekts.

Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain (41, rue Notre-Dame, L-2013 Luxembourg), bis zum 16. April, Mo., Mi., Fr., Sa., So. 11h – 19h + Do. 11h – 21h.

WAT ASS LASS 31.03. - 09.04. | EXPO | KINO

MUSÉEËN



La Villa Vauban présente des photographies de Katrien De Blauwer dans le cadre de l'« European Month of Photography », à partir de ce samedi 1er avril et jusqu'au 2 juillet.

Meute, electro, Rockhal, Esch, 20h.
Tel. 24 55 51. www.rockhal.lu

THEATER

Ab jetzt, von Alan Ayckbourn,
inszeniert von Niko Eleftheriadis,
Alte Feuerwache, Saarbrücken (D),
18h. Tel. 0049 681 30 92-486.
www.staatstheater.saarland

EXPO

NEI

BOURGLINSTER

Olivier Potozec aka Sader
graffitis, annexes du château
(8, rue du Château), jusqu'au 23.4,
lu. - ve. 9h - 18h30, sa. + di. 10h - 17h.

Svetoslav Emandiev & ses novices
atelier créatif ouvert « Optimisme et
joie de vivre » en dessins, couleur et
forme, annexes du château
(8, rue du Château), jusqu'au 23.4,
lu. - ve. 9h - 18h30, sa. + di. 10h - 17h.

LUXEMBOURG

**Franca Ravet : Tout est provisoire,
même ce titre**
peintures, Mob-Art Studio
(56, Grand-Rue. Tél. 691 10 96 45),
jusqu'au 6.5, ma. 14h - 18h, me. - sa.
10h30 - 18h et sur rendez-vous.

Katrien De Blauwer
photographies, Villa Vauban
(18, av. Émile Reuter. Tél. 47 96 49-00),
du 1.4 au 2.7, lu., me., je., sa. + di.
10h - 18h, ve. nocturne jusqu'à 21h.
Dans le cadre de l'« European Month
of Photography 2023 : Rethinking
Identity ».

Michel Majerus : Sinnmaschine
peintures-installations,
Musée d'art moderne Grand-Duc Jean
(3, parc Dräi Eechelen. Tél. 45 37 85-1),
du 31.3 au 1.10, je. - lu. 10h - 18h,
me. nocturne jusqu'à 22h.

Peter Halley : Conduits.
Paintings from the 1980s
peintures, Musée d'art moderne
Grand-Duc Jean (3, parc Dräi Eechelen.
Tél. 45 37 85-1), du 31.3 au 15.10,
je. - lu. 10h - 18h, me. nocturne
jusqu'à 22h.

Mariette Fiorese
peintures, Valentiny Foundation
(34, rte du Vin), du 31.3 au 16.4,
me. - ve. 15h - 18h, sa. + di. 14h - 18h

LESCHT CHANCE

BECKERICH

Anneke Walch : Échos
peintures, Millegalerie
(103, Huewelerstrooss.
Tél. 621 25 29 79), jusqu'au 2.4,
ve. - di. 14h - 18h.

DUDELANGE

Femmes en migration
hôtel de ville (pl. de l'Hôtel de Ville),
jusqu'au 31.3, ve. 8h - 12h + 13h - 17h.

LUXEMBOURG

**Face-à-Face. Moderne Galerie/
Mudam Luxembourg:**
Two Collections in Dialogue
Musée d'art moderne Grand-Duc Jean
(3, parc Dräi Eechelen. Tél. 45 37 85-1),
bis zum 2.4., Fr. - So. 10h - 18h.

**Photographie & surréalisme
au Luxembourg**
œuvres entre autres de Chiara Ulzega,
Magalie Gonçalves Dos Santos et
Neil Hatfield, passerelle de la gare
centrale, jusqu'au 31.3, en permanence.

Studio Exhibition :
**Lycée des arts et métiers/
Pascal Convert - Pietà du Kosovo**
Musée d'art moderne Grand-Duc Jean
(3, parc Dräi Eechelen. Tél. 45 37 85-1),
jusqu'au 2.4, ve. - di. 10h - 18h.

TRIER (D)

Das stille Post Projekt
Werke von unter anderen Laas
Koehler, Bodo Korsig und Chikato Kat,
Galerie im 2. Obergeschoss der Tufa
(Wechselstr. 4. Tel. 0049 651 7 18 24 12),
bis zum 2.4., Fr. 14h - 17h, Sa. + So.
11h - 17h.

Sebastian Schön
Zeichnungen und Aquarelle, Galerie
im 1. Obergeschoss der Tufa
(Wechselstr. 4. Tel. 0049 651 7 18 24 12),
bis zum 2.4., Fr. 14h - 17h, Sa. + So.
11h - 17h.

KINO

EXTRA

31.3. - 4.4.

**Cinémini: Die Biene Maja -
ihre schönste Abenteuer**
REPRISE A 1977, Zeichentrickfilm von
Marty Murphy. 80'. O.-Ton. Für alle.
**Kinoler, Kulturhuef Kino, Prabbeli,
Scala, Starlight, Sura**

Maja ist eine kleine neugierige Biene.
Und weil sie alles genau wissen will,
kommt sie oft in gefährliche Situa-
tionen. Natürlich helfen ihre Freunde
Willi, Flip und viele andere. Nur vor
dem Frosch mit der klebrigen Zunge
und vor Thekla, der Spinne, muss sie
sich hüten.

Princes et princesses :
le spectacle au cinéma
F 2022 de Legrand Bemba-Debert.
60'. V.o. Tout public.
Utopia, 2.4 à 10h30.

Le film du spectacle, adapté des
contes de Michel Ocelot, le créateur

de Kirikou. Un voyage dans un monde
imaginaire, empreint de poésie.
Quatre histoires où se croisent des
fées, des reines, des princes et des
princesses.

Eternal Spring

CDN 2022, animierter Dokumentarfilm
von Jason Loftus. 86'. O.-Ton + Ut. Ab 12.
Utopia, 2.4. um 16h.

Die Doku erzählt die Geschehnisse ei-
nes Fernsehsenders in China nach, den
eine Gruppe von Aktivisten kaperte,
um endlich Kontrolle über die Nach-
richten in den Medien zu erlangen.

VORPREMIERE

2.4.

To Leslie

USA 2022 von Michael Morris.
Mit Andrea Riseborough, Marc Maron
und Allison Janney. 119'. O.-Ton + Ut.
Ab 12.

Utopia, 2.4. um 10h.
Eine alleinerziehende Mutter gewinnt
im Lotto und verschleudert das Geld
rasch. Jahre später versucht sie ihr
Leben neu aufzubauen und strebt
nach Wiedergutmachung.

WAT LEEFT UN?

31.3. - 4.4.

Ernest et Célestine :
Le voyage en Charabie
REPRISE F 2022, film d'animation de
Julien Cheng et Jean-Christophe Roger.
79'. V. lux. Tout public.

**Kinepolis Kirchberg, Kinoler,
Kulturhuef Kino, Kursaal, Orion,
Prabbeli, Scala, Starlight, Sura,
Utopia, Waasserhaus**

Ernest et Célestine retournent au
pays d'Ernest, la Charabie, pour faire
réparer son précieux violon cassé.
Ils découvrent alors que la musique
est bannie dans tout le pays depuis
plusieurs années. Accompagnés de
complices, dont un mystérieux justi-
cier masqué, Ernest et Célestine vont
tenter de réparer cette injustice afin
de ramener la joie au pays des ours.

Le bleu du caftan

MA/F/B/DK 2022 de Maryam Touzani.
Avec Lubna Azabal, Saleh Bakri et
Ayoub Missioui. 122'. V.o. arabe + s.-t.
À partir de 12 ans.
Utopia

Halim est marié depuis longtemps
à Mina, avec qui il tient un maga-
sin traditionnel de caftans dans la
médiina de Salé, au Maroc. Le couple
vit depuis toujours avec le secret
d'Halim, son homosexualité, qu'il a
appris à taire. La maladie de Mina
et l'arrivée d'un jeune apprenti vont
bouleverser cet équilibre. Unis dans
leur amour, chacun va aider l'autre à
affronter ses peurs.

Manta Manta - Zwoter Teil

D 2022 von und mit Til Schweiger.
Mit Tina Ruland und Michael Kessler.
127'. O.-Ton. Ab 12.

Dauerausstellungen a Muséeën

**Casino Luxembourg -
Forum d'art contemporain**
(41, rue Notre-Dame. Tél. 22 50 45),
Luxembourg, lu., me., ve. - di. 11h - 19h,
je. 11h - 21h. Fermé les 1.11, 25.12 et
1.1. Ouvert les 24 et 31.12 jusqu'à 16h.

**Musée national d'histoire
naturelle**
(25, rue Munster. Tél. 46 22 33-1),
Luxembourg, me. - di. 10h - 18h,
ma. nocturne jusqu'à 20h. Fermé les
1.5, 1.11, 25.12, 1.1. Ouvert les 24 et
31.12 jusqu'à 16h30.

**Musée national d'histoire et
d'art**
(Marché-aux-Poissons.
Tél. 47 93 30-1), Luxembourg,
ma., me., ve. - di. 10h - 18h,
je. nocturne jusqu'à 20h. Fermé les
23.6, 15.8, 25.12 et 1.1. Ouvert le 24.12
jusqu'à 14h et le 31.12 jusqu'à 16h30.

Lëtzebuerg City Museum
(14, rue du Saint-Esprit.
Tél. 47 96 45 00), Luxembourg,
ma., me., ve. - di. 10h - 18h,
je. nocturne jusqu'à 20h. Fermé les
15.8, 1.11, 25 + 26.12 et le 1.1. Ouvert
les 24 et 31.12 jusqu'à 16h.

**Musée d'art moderne
Grand-Duc Jean**
(parc Dräi Eechelen. Tél. 45 37 85-1),
Luxembourg, je. - lu. 10h - 18h,
me. nocturne jusqu'à 21h. Jours fériés
10h - 18h. Ouvert les 24 et 31.12 jusqu'à
15h. Fermé le 25.12.

Musée Dräi Eechelen
(parc Dräi Eechelen. Tél. 26 43 35),
Luxembourg, ma., je. - di. 10h - 18h,
me. nocturne jusqu'à 20h. Fermé les
1.5, 23.6, 1.11, 24., 25. et 31.12, 1.1.
Ouvert le 26.12 jusqu'à 18h.

**Villa Vauban - Musée d'art de la
Ville de Luxembourg**
(18, av. Émile Reuter. Tél. 47 96 49 00),
Luxembourg, me., je., sa. + di.
10h - 18h, ve. nocturne jusqu'à 21h.
Fermé les 1.11, 25.12 et 1.1. Ouvert les
24 et 31.12 jusqu'à 16h.

The Family of Man
(montée du Château. Tél. 92 96
57), Clervaux, me. - di. + jours fériés
12h - 18h. Fermeture annuelle du
25 décembre au 28 février.

Alle Rezensionen zu laufenden
Ausstellungen unter/Toutes les
critiques du woxx à propos des
expositions en cours :
woxx.lu/expoaktuell

KINO

Kinopolis Belval und Kirchberg, Kinoler, Kulturhuf Kino, Orion, Prabbeli, Scala, Starlight, Sura
Bertie hat mit seinem Leben als Rennfahrer abgeschlossen und betreibt stattdessen eine Autowerkstatt und eine Kart-Bahn. Doch damit lässt sich kaum genug Geld verdienen, um sein Leben zu finanzieren. Als die Bank dann auch noch die Tilgung seines Darlehens verlangt, muss eine Lösung her. Es findet ein 1990er-Jahre-Rennen auf dem Bilster Berg statt, dessen Siegprämie sehr verlockend ist. Nun muss er nur noch seinen alten Opel aus vergangenen Manta-Tagen auf Vordermann bringen und schon kann das Rennen beginnen.

Mavka. Lisova pisnya
(Le royaume de Naya) UA 2023, film d'animation d'Oleg Malamuzh et Sasha Rub. 99'. V. fr. Tout public.
Kinopolis Kirchberg, Kursaal, Waasserhaus
Par-delà les hautes montagnes Noires se cache un royaume peuplé de créatures fantastiques. Depuis des siècles, elles protègent du monde des hommes une source de vie éternelle aux pouvoirs infinis. Jusqu'au jour où Naya, la nouvelle élue de cette forêt enchantée, rencontre Lucas, un jeune humain égaré dans les montagnes. À l'encontre des règles établies depuis des millénaires, ils vont se revoir, sans prendre garde aux conséquences qui s'abattent sur le royaume.



FILMTIPP

Interdit aux chiens et aux italiens

(tj) – Auch wenn es auf den ersten Blick so wirken mag: Der Stop-Motion-Film von Alain Ughetto ist kein Kinderfilm. Vielmehr greift der französische Künstler auf selbstgebastelte Puppen und Landschaften zurück, um die Migrationsgeschichte seiner Familie von Italien nach Frankreich möglichst visuell ansprechend in Szene zu setzen. Das Konzept geht auf: „Interdit aux chiens et aux italiens“ sorgt nicht nur für beste Unterhaltung, sondern versetzt uns auch erfolgreich in die Haut der Figuren.

F/I/CH/B/P 2022, Animationsfilm von Alain Ughetto. 70'. Fr. O.-Ton. Für alle.
Starlight, Utopia

Rose
DK 2022 von Niels Arden Oplev.
Mit Sofie Gråbøl, Lene Maria Christensen und Anders W. Berthelsen. 106'. O.-Ton + Ut. Ab 6.
Utopia
Herbst 1997: Eine Touristengruppe reist mit dem Bus aus dem provinziellen Norden Dänemarks nach Paris. Unter ihnen sind auch die zwei Schwestern Inger und Ellen, deren Beziehung auf eine harte Probe gestellt wird.

The Lost King
GB 2022 von Stephen Frears.
Mit Sally Hawkins, Shonagh Price und Lewis Macleod. 108'. O.-Ton + Ut. Ab 6.
Utopia
Eine Amateurhistorikerin widersetzt sich dem schwerfälligen akademischen Establishment bei ihren Bemühungen, die seit über 500 Jahren verschollenen Gebeine von König Richard III. zu finden.

Titina
N 2022, Animationsfilm von Kajsa Næss. 90'. O.-Ton + Ut. Für alle.
Utopia
Der weltberühmte Entdecker Roald Amundsen beschließt, zum Nordpol zu fliegen, und erhält dabei Hilfe vom italienischen Ingenieur Umberto Nobile, der seinen Foxterrier Titina mit auf den Entdeckungsflug nimmt.

Totem
NL/L/D 2022 von Sander Burger.
Mit Amani-Jean Philippe, Ole van Hoogdale und Lies Visschedijk. 93'. Ab 6.
Kinopolis Kirchberg, Kulturhuf Kino, Kursaal, Prabbeli, Scala, Starlight, Sura, Utopia, Waasserhaus
Die leidenschaftliche Schwimmerin Ama und ihr bester Freund Thijs üben in ihrer Freizeit für die kommenden Meisterschaften. Ama's Eltern sind Asylbewerber aus Senegal, die sich illegal in den Niederlanden aufhalten, da ihr Antrag nicht bearbeitet wurde. Als ihre Mutter und ihr Bruder festgenommen werden, durchstreift Ama Rotterdam auf der Suche nach ihrem Vater. Auf dieser Reise offenbart sich ihr Totemtier, ein riesiges Stachelschwein.

CINÉMATHÈQUE

31.3. - 4.4.

Pane, amore e fantasia
(Pain, amour et fantaisie) I 1953 de Luigi Comencini. Avec Gina Lollobrigida, Vittorio De Sica et Roberto Risso. 90'. V.o. + s.-t. fr.
Fr, 31.3., 18h30.
Un brigadier de carabiniers est nommé dans un petit village d'Italie du Sud et tente sa chance auprès d'une jeune paysanne, la Bersagliera.

Seishun zankoku monogatari
(Contes cruels de la jeunesse) J 1960 de Nagisa Oshima. Avec Yasuke Kawazu,



Ein Stachelschwein als Totemtier: In „Totem“ offenbart sich dieses der Schwimmerin Ama, deren Familie aufgrund ungültiger Aufenthaltspapiere festgenommen wurde. Neu in den meisten Kinos.

Miyuki Kuwano et Yoshiko Kuga. 95'. V.o. + s.-t. fr.
Fr, 31.3., 20h30.
Une jeune fille un peu farouche organise avec son ami, un petit délinquant, des chantages aux automobilistes qu'elle accuse de viol. Mais, un jour, leur scénario tourne mal.

Charlie & the Chocolate Factory
USA 2005 von Tim Burton. Mit Johnny Depp, Freddie Highmore und Helena Bonham-Carter. 114'. O.-Ton + fr. Ut.
Sa, 1.4., 16h.
Um in Willy Wonkas geheimnisvolle Schokoladenfabrik zu kommen, muss man die goldenen Tickets finden, die in seinen Schokoriegeln versteckt sind. Rund um den Globus beginnt die Jagd auf die Tickets. Auch Charlie wünscht sich einmal einen Fuß in die seltsame Schokofabrik zu setzen, doch seine Familie ist arm und Wonkas Schokoriegel sind teuer. Aber ausgerechnet Charlie findet das letzte der fünf goldenen Tickets und darf zusammen mit seinem Großvater Joe das Geheimnis der Schokoladenfabrik lüften.

La stanza del figlio
(La chambre du fils) I 2001 de et avec Nanni Moretti. Avec Laura Morante et Jasmina Trinca. 99'. V.o. + s.-t. fr.
Sa, 1.4., 18h.
Dans une petite ville du nord de l'Italie, Giovanni, un psychanalyste, mène une vie paisible, entouré de sa femme et de ses deux enfants adolescents. Un dimanche matin, il est appelé en urgence par un patient. Il ne peut aller courir avec son fils Andrea, comme il le lui avait proposé. Andrea part plonger avec ses amis. Il ne reviendra pas.
Le film convainc d'abord par la qualité du jeu des protagonistes. Ce qui impressionne ensuite, c'est la manière sobre et réaliste de Moretti de présenter le deuil et les perturbations qu'il provoque dans le microcosme d'une famille italienne. (Renée Wagener)

Beverly Hills Cop
USA 1984 von Martin Brest.
Mit Eddie Murphy, Judge Reinhold und John Ashton. 104'. O.-Ton + fr. Ut.

Sa, 1.4., 20h30.
Axel Foley ist bei seinen Detroitser Polizeikollegen wegen seiner ungewöhnlichen Methoden nicht besonders beliebt. Gerade deshalb soll er daran gehindert werden, den Mord an seinem Freund Mikey zu untersuchen. Foley hält sich nicht an die Anweisungen seiner Vorgesetzten. Er begibt sich nach Beverly Hills, um den Täter auf eigene Faust ausfindig zu machen.

Le peuple migrateur
F 2000, documentaire de Jacques Perrin. 100'. V.o.
So, 2.4., 15h.
Deux fois par an, les oiseaux migrants traversent le globe pour des pays plus chauds. Parmi eux, il y a l'albatros hurleur, le manchot royal, le cygne chanteur et les canards sauvages, qui risquent leur vie lors de leurs longs voyages semés d'embûches.

Jesus Christ Superstar
USA 1973 von Norman Jewison.
Mit Carl Anderson, Yvonne Elliman und Barry Dennen. 105'. O.-Ton + fr. Ut.
So, 2.4., 17h30.
Eine Gruppe junger Reisender hält in Israel an den Ruinen alter, antiker Bauten an. Mitten in der Negev-Wüste beginnen sie, die einzelnen Stationen der letzten Wochen von Jesus Christus nachzuspielen.

Lady in the Lake
USA 1947 von und mit Robert Montgomery. Mit Audrey Totter und Lloyd Nolan. 104'. O.-Ton + Ut.
So, 2.4., 20h.
Kurz vor Weihnachten wird der Privatdetektiv Phillip Marlowe von Adrienne Fromsett angeheuert, um die Ehefrau ihres Bosses zu finden. Diese wird zu diesem Zeitpunkt bereits seit zwei Monaten vermisst. Der Ehemann vermutet sie auf einem Selbstfindungstrip, doch Adrienne weiß von ihrer Affäre. Marlowe geht der Spur nach und entdeckt bald, dass auch Adrienne weitaus mehr eigene Ziele verfolgt, als sie es zu Beginn den Anschein hatte.

Shaun of the Dead
GB/F 2004 von Edgar Wright.
Mit Simon Pegg, Nick Frost und Dylan Moran. 99'. O.-Ton + fr. Ut.
Mo, 3.4., 18h30.
Shaun scheint vom Leben außerhalb seines Alltags kaum etwas mitzubekommen. So verschläft er auch beinahe die Zombieapokalypse. Erst als sein geliebtes Pub von Zombies überrannt wird, erkennt er, dass er zur Tat schreiten muss.

The Philadelphia Story
USA 1940 von George Cukor.
Mit Cary Grant, Katharine Hepburn und James Stewart. 110'. O.-Ton + fr. Ut.
Mo, 3.4., 20h30.
Tracy Lord, Tochter eines Millionärs, will zum zweiten Mal heiraten. Ihrem Ex-Mann C. K. Dexter Haven passt das gar nicht, daher setzt er den Reporter Macauley Connor auf sie an, der angeblich über die Hochzeit berichten soll. Ingeheim hat C. K. den Reporter aber damit beauftragt ein wenig Unruhe zu stiften und ihn wieder ins Gespräch zu bringen. Doch es kommt anders: Plötzlich interessiert sich auch Connor für die Braut.

Mr. & Mrs. Smith
USA 1941 von Alfred Hitchcock.
Mit Carole Lombard, Robert Montgomery und Gene Raymond. 95'. O.-Ton + fr. Ut.
Di, 4.4., 18h30.
Anne und David führen eigentlich eine glückliche Ehe. Eines Tages fragt Anne David jedoch, ob er sie noch einmal heiraten würde. Wohl nicht, antwortet dieser. Kurz drauf finden sie heraus, dass sie gar nicht rechtsgültig verheiratet sind. Dies und der Ärger Annes über Davids Antwort führen dazu, dass David sich nun einiges einfallen lassen muss, um Anne zurückzugewinnen.

Mamá cumple cien años
(Maman a cent ans) E 1979 de Carlos Saura. Avec Geraldine Chaplin, Amparo Muñoz et Fernando Fernán Gómez. 100'. V.o. + s.-t. fr.
Di, 4.4., 20h30.
Pour fêter les cent ans de Maman, enfants, petits-enfants et l'ancienne gouvernante se réunissent dans la vieille demeure familiale. Après les premières manifestations de joie consécutives aux retrouvailles, chacun révèle sa face cachée.

The Awful Truth
USA 1937 von Leo McCarey.
Mit Irene Dunne, Cary Grant und Ralph Bellamy. 91'. O.-Ton + fr. & dt. Ut. Davor Filmvortrag „Comedies of Remarriage“ mit Marc Cerisuelo (40'. Auf F.)
Mi, 5.4., 19h.
Die reichen Eheleute Jerry und Lucy Warriner bezichtigen sich gegenseitig fremdzugehen - und landen eigentlich ungewollt vor dem Scheidungsrichter. Der merkt allerdings, dass die beiden sich nicht ganz sicher sind und räumt ihnen eine 90 Tage lange

